

• décembre 1995 • n° 397 •

**IMPRECOR**  
PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB

DON'T BUY  
CHILDREN'S  
BLOOD



**Mexique :**  
*Entretien avec le sous  
commandant Marcos*

**Viet-nam :**  
*J'ai vu mourir Ta Thu Thau*

**Clauses sociales :**  
**Les enjeux du débat**



# SOMMAIRE

<b>ETAT D'ISRAËL</b> Après l'assassinat de Rabin Michel Warschawski	3
<b>MEXIQUE</b> Les ravages du néolibéralisme Entretien avec le sous commandant Marcos	5
<b>APPEL MONDIAL</b> Banque mondiale, FMI, OMC : ça suffit !	7
<b>LIVRES DU MOIS</b> Marx, « inactuel » et toujours présent Enzo Traverso	8
<b>QUEBEC</b> Le retour des deux solitudes Michel Lafitte	23
<b>VIET-NAM</b> Viet-nam 1995 Entretien avec Thuân J'ai vu mourir Ta Thu Thau Document	27 30
<b>INDEX</b>	32
<b>HAÏTI</b> Semaines d'incertitude Arthur Mahon	36

## Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



## Dossier: Clauses sociales

Les enjeux du débat Maxime Durand	11
Quel type de solidarité ? Anke Hintjens	12
Clauses sociales et environnementales Luis Miguel Sanchez Sesena	15
La Banque mondiale dénie les droits des femmes Denis Horman	19



### ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- Abonnement  Réabonnement
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (600 FF, 1 AN)
- « Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)
- « Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois)
- \* (Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Etat d'Israël

## Après l'assassinat de Rabin

Un des nombreux paradoxes qui accompagnent la mort brutale du Premier ministre israélien, Yitshak Rabin, est qu'il a été assassiné quelques minutes après qu'il ait, pour la première fois de sa vie, pris place à la tête d'une manifestation pacifiste, en chantant le « Chant de la paix », longtemps interdit dans l'armée et sur les radios nationales par ses collègues et disciples.

*Par Michel Warschawski  
Jérusalem, 22 novembre 1995*

TOUT S'EST PASSÉ COMME si Rabin avait, inconsciemment, décidé d'être, aux dernières heures de sa vie, le personnage que ses ennemis de droite voulaient lui coller à la peau, bien malgré lui, et contrairement à toute analyse honnête de sa personnalité et de sa politique. La coïncidence entre le discours mensonger et mystificateur de la droite et les dernières images de sa vie, vont faire entrer dans l'histoire d'Israël, le personnage de Rabin-le-héros-de-la-paix, mort pour la paix.

Dès à présent, certains des commentateurs israéliens qui n'avaient pas beaucoup d'illusions sur la politique de Rabin, ses objectifs et surtout ses incohérences et ses hésitations, commencent à parler d'un tournant qualitatif qui s'amorçait, quelques semaines avant son assassinat, dans les conceptions politiques, voire même la personnalité, de l'ancien Premier ministre. Peut être ... Mais ce ne sont que des hypothèses qu'aucun fait ne saurait étayer. Les derniers actes de Rabin ont été le refus de libérer la majorité des détenus politiques palestiniens et surtout l'assassinat du Cheikh Fathi Shkaki, qui sont loin d'être des contributions positives à la paix et à la réconciliation.

Si le bilan de la vie de Yitshak Rabin, même dans son dernier chapitre, est loin de justifier un Prix Nobel de la Paix, sa mort, par contre, a de bonnes chances d'en devenir une justification posthume. En effet, elle a provoqué un choc majeur dans la population israélienne, et en particulier dans la jeunesse et dans l'ancien mouvement pacifiste qui semblent vouloir se reprendre en main et peser de leur poids, majoritaire, sur les choix politiques, en reprenant la rue à la droite et en légitimant à nouveau un discours modéré et pacifiste.

Depuis les accords du Caire, au printemps 1994, le gouvernement a été seul face à une droite qui, même minoritaire, monopolisait la rue et tenait un discours de plus en plus musclé et menaçant. Le mouvement de la paix, qui avait connu ses heures de gloire au début de l'Intifada, a cessé d'être un élément significatif avec la montée de la coalition de centre-gauche au pouvoir, et quitte la scène politique après la signature de la Déclaration de principe en septembre 1993. En face, la droite et surtout les colons, d'abord déboussolés par l'accord israélo-palestinien, reprenaient rapidement confiance face à la démission des forces de la

paix, et surtout face au discours ambigu de Yitshak Rabin, toujours prêt à caresser les colons dans le sens du poil. Pourtant, les partis de la droite respectable, et en particulier le Likoud, n'ont pas réussi au cours des deux dernières années à dresser la masse de leur électorat (40 % des votes) contre la politique du gouvernement, ce qui a poussé leurs leaders à se joindre aux colons durs et à l'extrême-droite qui étaient les seuls à se mobiliser, derrière un discours et des slogans qui allaient bien au-delà du programme et de la philosophie du Likoud et du Tsomet.

« Après ce soir, l'État d'Israël ne sera jamais plus comme avant, le soir où Yitshak Rabin a été victime d'une provocation intolérable d'une campagne d'incitation et de haine sans précédent » déclarait quelques heures après l'assassinat, le ministre de l'environnement Yossef Sarid, qui ajoutait que quiconque avait participé à une manifestation où quelqu'un avait dénoncé Rabin comme traître à la Patrie, et n'avait pas protesté, devait faire un sérieux examen de conscience et avouer sa part de responsabilité dans le meurtre.

CETTE OPINION, LARGEMENT PARTAGÉE par ses collègues du gouvernement, est certainement vraie, mais ne reflète en fait qu'une partie de la vérité. Parce que la responsabilité des partis de la coalition gouvernementale et du mouvement pacifiste qui leur est attaché est aussi grave que celle des députés de droite. Comme l'affirmait un des nombreux jeunes qui veillait la semaine dernière à l'endroit où Yigal Amir avait tiré sur le Premier ministre : « Où étions-nous quand on traitait Rabin de traître et de vendu ? On regardait avec satisfaction l'avenir radieux du Nouveau Moyen Orient que nous promettait ce gouvernement mais la rue on la laissait aux colons et aux fascistes ». Or s'il est judicieux de se sentir coupable, la responsabilité première repose sur les dirigeants de la gauche sioniste qui, loin de se mobiliser pour conserver et élargir une opinion publique initialement plutôt favorable aux accords, ont préféré tenter de montrer aux colons et à la droite que Rabin, faisait leur politique avec plus d'efficacité, et que jamais les colons n'avaient été si bien servis et protégés.

Ce que cette gauche n'a pas compris c'est que le discours consensuel était dépassé, et que s'ouvrait devant Israël des choix opposés et une alternative contradictoire, des projets de société différents, des conceptions antagonistes du rap-

port à l'État et à ses institutions. Le post-sionisme dont on aime parler depuis quelques années à gauche, s'il est devenu une réalité, c'est à la droite de l'échiquier politique qu'il se place, alors qu'à gauche on essaie, désespérément, de mettre du fard rajeunissant sur la vieille face du sionisme auquel on ajoute un préfixe injustifié. Le dépassement nécessaire du sionisme classique s'est réalisé sous la forme d'un intégrisme terroriste et messianiste.

« De même que le mouvement national palestinien de l'an 2 000 sera intégriste » avions-nous déclaré il y a un an et demi, lors d'une conférence tenue à Paris, « de même en sera-t-il de la droite israélienne ». La droite traditionnelle disparaît peu à peu de la carte politique, comme l'ont montré toutes les manifestations contre les accords israélo-palestiniens où l'immense majorité des participants étaient des colons religieux dont l'idéologie est un messianisme terroriste et les références, l'exégèse rabbinique et non pas les mythes formateurs du sionisme.

L'intérêt national, mais aussi les pressions d'un électorat horrifié par l'assassinat du Premier ministre, vont obliger les partis de droite à prendre leurs distances face à l'extrême-droite et à tenter de recréer un climat consensuel sur le respect des règles démocratiques, une modération des termes du débat politique, voire même une acceptation tacite des accords israélo-palestiniens sur la période qui, comme il est facile à démontrer, sont conformes aux positions originelles du Likoud, voire même plus Likoud que le Likoud.

En ce sens, la tâche du gouvernement que Shimon Pères est en train de former est plus facile que celle du gouvernement Rabin, ayant face à lui une opposition en pleine confusion et une opinion publique qui identifie Rabin et son mythe au processus de paix. Si l'on ajoute le fait que, contrairement à l'ancien premier ministre, Shimon Pères s'identifie totalement aux objectifs et aux mécanismes, y compris le calendrier qui, sans être sacré, reste un élément essentiel pour la bonne marche du processus mis en place à Oslo il y a deux ans, on comprend pourquoi l'Autorité nationale palestinienne n'a aucune raison de craindre le changement à la tête du gouvernement israélien.

**POURTANT, DANS LA POPULATION** palestinienne, et plus encore au sein des cercles dirigeants à Gaza et à Ramallah, le choc provoqué par l'assassinat de Yitshak Rabin a été plus fort encore qu'en Israël, ce qui n'est pas peu dire. Car l'image de marque d'Israël comme société stable, unie et respectueuse des règles du jeu démocratique s'est profondément ancrée dans la conscience des Palestiniens des Territoires occupés, et tout phénomène de déstabilisation provoque, dans la communauté palestinienne, un fort sentiment d'insécurité par rapport à l'avenir.

Cette crainte d'une déstabilisation de l'État juif n'est pas le fait des Palestiniens uniquement. La communauté internationale se pose aussi la question, et la réaction proprement traumatique de la quasi-unanimité du public israélien montre à quel point le meurtre du Premier ministre est un révélateur d'un processus dont les paramètres ne sont pas encore saisis dans leur complexité. Essayons de répondre à cette interprétation et de voir dans quelle mesure le meurtre de Yitshak Rabin est l'amorce d'un tournant qualitatif de la réalité socio-politique israélienne.

Aussi paradoxal que cela puisse sembler, l'assassinat du premier ministre israélien est plus un révélateur d'un processus en cours, que le catalyseur d'une réalité nouvelle. En effet,

depuis le début des années 80, nous assistons à un phénomène d'effritement du consensus national et de l'Union sacrée qui avaient dominé la société juive d'Israël depuis la fondation de l'État juif. Les mythes fondateurs, les réflexes conditionnés, le respect inconditionnel et a-critique des institutions et des valeurs fondamentales du sionisme ne sont plus acceptés avec la même facilité qu'auparavant. Des soldats refusent d'obéir, l'armée n'est plus sacrée, l'histoire d'Israël est réécrite, l'intérêt national — ou ce qui se fait en son nom — n'est plus le seul élément à être pris en considération. Si la remise en question du consensus a commencé à la gauche de la société israélienne, depuis le retour des Travaillistes au pouvoir, elle n'épargne plus la droite.

**POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1948**, un courant minoritaire mais dont les pères spirituels sont respectés par le pouvoir travailliste lui-même, remet en question la suprématie de l'État juif et de ses institutions et remplace la fidélité inconditionnelle à l'État par le respect de la Loi juive à travers l'exégèse qu'en font les rabbins intégristes. Cette évolution n'aurait pas été possible, ou du moins pas aussi facilement, si les porte-parole officiels avaient su tracer une ligne claire entre l'ancien consensus sioniste et les positions nouvelles où la religion prenait une place de plus en plus prépondérante dans l'idéologie dominante, le système éducatif et dans les médias officiels. Dès lors que Rabin acceptait de faire la cour aux rabbins, dès lors que l'on pouvait dire ouvertement « morts aux Arabes », et mettre ce slogan en pratique avec des risques mineurs de mesures policières et juridiques, la légitimité d'un discours intégriste total était naturelle.

L'onde de choc qui a traversé la société israélienne est la résultante d'une société qui n'est plus consensuelle, mais n'en est pas encore tout à fait consciente, et refuse d'en accepter les conséquences. Un peu comme dans une famille traditionnelle qui perd de plus en plus de son autorité, où la jeune génération en fait petit à petit à sa guise, et de plus en plus ouvertement, mais qui, confrontée à l'assassinat du Père par un des petits-enfants,

recherche à tout prix le cadre sécurisant d'une structure archaïque et dépassée, et se conduit, pendant l'espace d'un moment, comme si rien n'avait changé au cours des années passées.

Quand les politiciens de tous bords affirment « Israël ne sera plus jamais comme avant », ils veulent dire par là que le meurtre de Yitshak Rabin ouvre une ère nouvelle, de conflits internes, de fractures et de violence. Ils se trompent : l'assassinat du Premier ministre confirme qu'Israël a cessé d'être ce que ses politiciens persistent à croire qu'elle est encore, et ce que démontre, de façon dramatique, l'acte de Yigal Amir, c'est que la transition d'une société consensuelle à une société normale, pluraliste et conflictuelle est largement entamée. Ce n'est pas forcément une évolution négative, si la jeunesse qui s'est, au cours des deux dernières semaines, massivement mobilisée pour exprimer sa colère et son espoir, décide de prendre ses responsabilités, et de se confronter non seulement à l'extrême droite militante, mais à l'ensemble des valeurs, des conceptions, des institutions et des comportements qui ont, inévitablement, engendré cette racaille. Ce n'est pas une tâche facile, et elle prendra des années. Mais les sentiments démocratiques et pacifistes qui sont apparus de façon si éclatante et si massive au cours des derniers jours, permettent de voir l'avenir avec espoir.



1993 : Manifestation du parti d'extrême-droite, à Jérusalem.

# Mexique

## Les ravages du néolibéralisme

Nous publions ci-dessous des extraits d'un entretien avec le sous commandant Marcos de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), publié par le journal uruguayien *Brecha* du 27 octobre 1995.

*Entretien avec le sous commandant Marcos*

**Brecha :** Dans tout cela apparaît un phénomène nouveau : la question indigène. Vous avez expliqué combien était décisive l'existence d'une culture, d'une forme de relation sociale propre aux communautés indigènes, qui a joué un rôle déterminant dans la croissance et la définition des objectifs propres du mouvement. La question de la terre est-elle le phénomène déterminant de toute cette lutte ?

**Sous commandant Marcos :** C'est la goutte qui a fait débordé le vase. J'ai parlé de trois causes fondamentales : l'épuisement de l'action politique avec la fraude électorale de 1988, le 500e anniversaire de la conquête et le problème de la terre. Si l'un des trois est prédominant c'est le problème de la terre.

● **En Amérique latine le problème de la terre n'est pas exclusivement indigène ...**

Les indigènes ne considèrent pas le problème de la terre seulement comme un problème individuel, celui de la petite propriété. Ma parcelle, celle dont j'ai besoin pour vivre. Ils veulent résoudre le problème de la collectivité. De ce point de vue l'ejido est plus collectif dans les communautés indigènes que chez les paysans non indigènes. C'est pour cela qu'il est très difficile dans la lutte pour la terre des communautés indigènes de résoudre les problèmes par cooptation. La communauté exerce un contrôle très étroit sur les individus. Il est très difficile de feindre, de jouer un personnage. Dans la communauté on sait ce que tu fais et pourquoi tu le fais, quand tu as un air bizarre. La corruption y est plus difficile ; non pas qu'ils soient meilleurs, plus humains ni plus honnêtes.

Mais du fait du contrôle que la collectivité exerce sur l'indi-

vidu. Il n'y a pas de solution individuelle mais collective. Et c'est pour cela que la solution du problème de la terre est plus difficile pour les communautés indigènes. On ne s'en sort pas en distribuant des terres à quelques uns ... Quand on met fin à la possibilité de répartir les terres, ce qui avait constitué une ouverture pour le mouvement paysan en général et pour les indigènes, les escroqueries et les spoliations se multiplient dans l'achat et la vente des terres. Quand on privatise les terres de l'ejido, les grands éleveurs et les propriétaires de grandes exploitations accaparent les terres. Ils ne se contentent plus d'étendre leurs pâturages et leurs enclos ou d'assassiner les gens, ils multiplient la fraude dans l'achat et la vente des terres. Quand on lui interdit cette possibilité légale le paysan indigène du Chiapas, et pas seulement celui des Cañadas, se voit condamné à mort. Il se dit : « ils vont me tuer en me privant de mes terres. » Il n'a même pas la perspective de pouvoir se convertir en prolétaire agricole ni d'émigrer comme travailleur saisonnier. Non « Ils me déracinent de mon histoire et de ma culture. Pas seulement de l'endroit dont j'ai besoin pour vivre. »

Quand on met fin à la distribution des terres le paysan indigène perd son moyen de production, mais il perd aussi sa propre histoire. Et cela dans une situation où il existe une force armée et organisée à sa disposition. Son propre bras armé. Voilà comme mûri « Ya Basta » Le problème agraire réapparaît au niveau national, sacrifié par le néolibéralisme sur l'autel de la modernité. Etre moderne et s'aligner sur le Premier monde c'est renoncer à être paysan. C'est introduire les mécanisme du marché le capitalisme, dans chacune des relations sociales. Mettre fin à la distribution des terres mais pas seulement. Privatiser, introduire les entreprises agro-industrielles, concentrer plus encore la terre. Cela va provoquer l'émergence de mouvements paysans qui ne suivront pas forcément la ligne zapatiste, mais qui dénonceront l'appropriation des terres par le capital financier.



● **L'insurrection zapatiste trace-t-elle une voie ?**

Je crois que oui. A la façon d'un index : là il y a un problème. Je pense que sur ce problème vont se greffer de nombreuses et expériences. En 1993, avant le zapatisme, on a connu des mobilisations pour la terre en Equateur celle des indigènes de l'Amazonie au Brésil au Paraguay. Nous voyons dans le néolibéralisme un processus de reconquête de la terre. Ce sont les conquistadores modernes. C'est ainsi qu'ils apparaissent aux indigènes.

En fait ils sont les mêmes qu'il y a 500 ans, les mêmes que ceux qu'ont affrontés nos ancêtres. Mais la conquête de la terre ne suivra pas le processus de la conquista espagnole, mais plutôt celui de la conquête de l'Ouest en Amérique du Nord. Cela passe par l'anéantissement physique culturel et historique de la paysannerie. C'est l'avenir que Marx avait analysé pour le capitalisme : la disparition de la paysannerie est menée à son terme par le néolibéralisme en toute brutalité. Le sang versé est aujourd'hui indigène, mais il peut être métis demain. Non seulement on n'a plus besoin de toi, mais tu deviens un obstacle pour le progrès.

● **Le paysan constitue alors la nouvelle classe révolutionnaire ?**

Non, je ne le crois pas. Nous envisageons une révolution qui rende possible une révolution. Il s'agit d'une pré-révolution. Voilà pourquoi on nous traite de révisionnistes, ou de réformistes armés comme dit Jorge Castañeda. Nous préconisons un mouvement social d'ampleur, violent ou pacifique, qui modifie radicalement les relations sociales, de sorte que son résultat final soit un nouvel espace de relation politique. Je pense que l'acteur principal n'est pas défini. C'est ce que nous appelons la société civile et que l'on ne peut pas réduire en termes de bourgeoisie, de prolétariat, de paysannerie, de classe moyenne. Ce processus de globalisation à l'échelle de l'Etat national, ravive tant de blessures dans tant de lieux que tous sont atteints du même mal, même si l'un a la peau blanche et l'autre noire ; que l'un soit professeur à l'université et l'autre prolétaire...

● **Et les changements structurels seront le résultat de cette pré-révolution, de cette révolution pour la révolution ?**

Oui, mais ils ne déboucheront pas forcément sur un système social nouveau. Ce nouveau système social sera le produit d'un nouveau jeu politique. Nous pouvons nous tromper. Mais nous ne disons pas qu'avec le renversement du néolibéralisme s'installera un nouveau système social.

● **Est-ce qu'il ne s'agit pas, en définitive, du concept des étapes dans la lutte pour le socialisme des années soixante et soixante-dix en Amérique latine, la phase de la libération nationale, avec ses acteurs multiples ?**

Ce n'est pas pareil. Nous disons qu'à l'étape actuelle du capitalisme, le néolibéralisme, on assiste à la destruction de l'Etat national. Pour nous, une thèse fondamentale de la conception du front national réside dans l'existence de la bourgeoisie nationale. Pour nous, il n'y a plus de patrie. On a détruit le concept de nation, de patrie, non seulement dans les rangs de la bourgeoisie mais même au sein des classes gouvernantes. On a du mal à croire que des secteurs du gouvernement s'engageraient dans la défense de la nation. Ceux qui défendent le concept de nation, on les assassine ou on les expulse. Le projet néolibéral exige une internationalisation de l'histoire ; il passe par l'effacement de l'histoire nationale devant l'histoire internationale ; il passe par l'effacement des frontières culturelles. Le désastre pour l'humanité, c'est que pour le capital financier, il n'y a rien, pas même patrie ni propriété. Le capital financier ne connaît que les numéros de ses comptes bancaires. Voilà comment s'estompé le concept de nation. Un processus révolutionnaire doit d'abord commencer par recouvrer le concept de nation et de patrie.

La principale erreur du néolibéralisme, c'est de penser que on peut aller à l'encontre de l'histoire. Cette ingérence sur la question de la terre prétend faire fi de l'histoire et agir comme si, ici, l'histoire n'avait pas laissé sa trace, ni la culture ni rien. Voilà comment ils donnent jour à l'un de leurs ennemis, pas forcément le plus dangereux, mais certainement le plus tenace : le zapatisme. Le nouveau zapatisme, compris comme l'insurrection des communautés paysannes indigènes qui a pris naissance au Chiapas quand le champion du néolibéralisme, l'ex-président Carlos Salinas de Gortari (aujourd'hui « exilé » aux Etats-Unis pour éviter de rendre des comptes à la justice), a modifié l'article 53 de la Constitution et aboli le principal héritage de la révolution mexicaine : la terre à ceux qui le travaillent. L'irruption du néolibéralisme dans la question de la terre, la mise en œuvre de la privatisation, a seulement conduit au soulèvement en armes des paysans indigènes.



# Appel Mondial: Banque mondiale, FMI, OMC : ça suffit !

Plus que jamais, la remise en cause des politiques d'appauvrissement menées par les institutions de Bretton Woods est à l'ordre du jour des mouvements progressistes dans le monde. Un colloque international dont l'objectif était d'analyser la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses conséquences néfastes, vient par exemple de se tenir à Genève. Un Forum alternatif s'est déroulé à Barcelone lors de la conférence ministérielle consacrée aux relations entre l'Europe



**EN BELGIQUE, NOUS VENONS** encore d'avoir un exemple clair du cynisme avec lequel les relations Nord/Sud sont traitées. Lors d'un débat contradictoire entre Philippe Maystadt, ministre des Finances de Belgique mais aussi président du Comité intérimaire du FMI, et Eric Toussaint, du Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers Monde, le ministre a déclaré avec aplomb, devant un auditoire de près de 500 personnes, que lors de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale d'octobre 1995 à Washington, il avait été décidé d'annuler 67 % de la dette de 7 pays. Eric Toussaint rectifia le chiffre avancé : il s'agit en fait d'une réduction de 2,7 % : une brouille qui ne va en rien modifier l'appauvrissement des populations de ces pays. Pas de démenti du ministre. Alors, mensonge ? désintérêt ? ignorance ? Répondant à un courrier de Pierre Galand, président du Centre national de coopération au développement (qui regroupe 90 % des ONG francophones de Belgique), ce même ministre avait pourtant reconnu : « De fait, aucun mécanisme nouveau d'allègement n'a été engagé pour réduire le poids de la dette multilatérale des pays les plus pauvres ». Le discours public est donc bien différent du discours privé. Mais c'est le discours public qui permet de faire naître l'illusion que le FMI et la Banque mondiale ont changé et présentent maintenant « un visage humain ».

**D'OU LA NÉCESSITÉ D'ÊTRE** de plus en plus clair et incisif dans nos analyses, d'utiliser tous les canaux possibles pour une information alternative et, surtout d'agir le plus largement possible pour organiser au Sud, au Nord et à l'Est, un Front du Refus.

Le siège du CADTM, à Bruxelles, qui centralise la campagne mondiale, reçoit beaucoup d'expressions de ce refus. Un exemple (parmi d'autres) démontre mieux que de longs discours, l'intérêt manifeste que la campagne mondiale sous-tendue par l'Appel Mondial, suscite en Afrique : « Nous vous écrivons du Sierra Leone Oriental, région dévastée par la

guerre. Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous avons constitué un comité de soutien à la campagne mondiale BM/FMI: ça suffit. » 17 membres de ce comité, tous responsables d'organisations sociales, signaient la lettre qui annonçait par ailleurs qu'ils avaient déjà recueilli 299 signatures. La dernière lettre en date provenait de la Commission épiscopale de l'éducation chrétienne à Kinshasa !. L'Appel Mondial a reçu des soutiens dans près de 55 pays. Ce n'est pas mal mais ce n'est pas suffisant car la plupart de ces signatures arrivent individuellement, au hasard d'une information, d'un contact. Le problème, c'est qu'il n'y pas assez de comités locaux qui relaient l'Appel. Quand c'est le cas, ça marche du tonnerre. En Sardaigne, par exemple, un comité de soutien s'est mis en place : il a déjà envoyé une centaine de signatures et en promet incesamment une autre centaine.

**LES ANIMATEURS DE LA CAMPAGNE** multiplient donc les opportunités : c'est ainsi que l'Appel a été traduit en lingala pour toucher plus directement des communautés d'Afrique. C'est ainsi que l'Appel en anglais, en français et en espagnol a été placé sur Internet (réseau mondial de communications). Cela peut donner des résultats mais les animateurs de la campagne ont déclaré à *Inprecor* qu'ils étaient persuadés que rien ne vaut l'action directe des associations et des personnes convaincues, dans leur entourage, dans les conférences publiques, lors d'événements de solidarité au sens large du terme. Ce qui signifie qu'une campagne ne peut se résumer à la récolte des signatures.

**LA CAMPAGNE, C'EST AUSSI** établir le lien avec les revendications sociales dans les pays industrialisés. Exemple : les plans d'austérité commandés par les critères de convergence du Traité de Maastricht se traduisent notamment par des attaques contre les services publics, des blocages de salaires, des licenciements, des privatisations. Au Canada, aux USA, les mêmes coupes sont réalisées dans les budgets sociaux. Ces mesures d'économie

et les pays du bassin méditerranéen. En décembre, à Madrid cette fois, un Forum alternatif interpellera l'Union européenne (EU) au moment où se termine la présidence espagnole de l'UE. Tous ces rendez-vous permettent de consolider des liens entre les associations, syndicats, ONG, partis, mouvements qui exigent la fin des spoliations organisées par les détenteurs de capitaux, qu'ils soient des centres impérialistes ou des pays de la périphérie.

relèvent des mêmes recettes que celles qui sont appliquées dans les pays pauvres pour assurer le remboursement de la dette extérieure. Une compréhension globale est un puissant vecteur pour la campagne : il ne s'agit pas à la limite de solidarité (même si cet aspect a son importance) mais d'unir des forces contre des ennemis communs. Autre exemple, lors du débat cité plus haut, le CADTM a mis Philippe Maystadt en difficulté en joignant les deux thèmes : le rôle du FMI en ce qui concerne la dette du Tiers Monde et le rôle du gouvernement en ce qui concerne la dette publique belge. Le public a largement appuyé cette démarche et les propositions alternatives formulées par le CADTM. Dernier exemple : lors d'une manifestation contre les restrictions du droit d'asile, à Bruxelles, une intervenante a désigné les politiques d'appauvrissement et de limitation des droits politiques menées par des gouvernements néo-libéraux comme responsables. Responsables de l'émigration de type économique, responsables du départ des opposants politiques à la recherche d'un pays d'asile, responsables du racisme. Une campagne, c'est aussi une foule d'interventions de ce genre.

Le bilan des institutions de Bretton Woods est accablant : incapacité, irresponsabilité, exploitation. A nous de nous en servir pour que s'organise le Front du Refus. La campagne s'est fixée une première grande échéance : la mobilisation pour une manifestation alternative qui se tiendra lors de la réunion du G7 à Lyon, en juin 1996. D'ici là, *Inprecor* suivra le déroulement de la campagne : dans chaque numéro, une rubrique rendra compte des actions en cours et fera le point des interventions, des argumentations.

★

*L'Appel a été publié dans Inprecor de novembre 1994. Le texte de cet Appel est disponible dans une dizaine de langues au siège de la campagne : Appel Mondial BM/FMI: ça suffit c/o CADTM, 29, rue Plantin, B-1070 Bruxelles Tel : 32-2-523.40.23 Fax : 32-2-522.61.27.*

# Livres du mois

## Marx, « inactuel » et toujours présent

L'éclipse connue par Marx tout au long des quinze dernières années a été à la mesure de sa présence envahissante au cours des deux décennies précédentes. En dépit de sa pétrification idéologique sous le « socialisme réel », l'auteur du *Capital* était vraiment, à plusieurs égards, l'horizon de la culture européenne.

Par Enzo Traverso \*  
Paris, octobre 1995

Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif. Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Fayard, 415 p, 180 F

Daniel Bensaïd, *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Les Éditions de la Passion, 300 p, 180 F

L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE DES ANNÉES 80 l'a soudainement transformé, dans le meilleur des cas, en utopiste naïf démenti par l'histoire, dans le pire, en précurseur dangereux des régimes totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle. Le démiurge de l'iconographie stalinienne se métamorphosait en démon du goulag, le théoricien des crises et des révolutions était effacé par la confiance retrouvée dans les vertus du marché.

La parenthèse semble se refermer à nouveau. Après Derrida, Daniel Bensaïd indique la voie d'un retour à Marx. Un retour attendu et prévisible, car tout effort sérieux d'appréhender notre époque renvoie, tôt ou tard, à Marx. Mais s'agit-il vraiment d'un « retour » ? Bensaïd nous invite plutôt à une nouvelle lecture de Marx, qui critique et dépasse autant les débats que les problématiques du passé. Une lecture marxiste de Marx, dans le sens qu'elle s'inscrit dans la tradition inaugurée par l'auteur de la onzième thèse sur Feuerbach : interpréter le monde pour le transformer. Une lecture de Marx qui est ainsi mise au service d'une réflexion critique sur le monde actuel, au crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle. Et une lecture nouvelle, car le marxisme de Bensaïd n'est ni apologétique, ni conservateur. Son but n'est pas celui de restaurer l'édifice en

décroches d'une idéologie écroulée en 1989, avec la chute du mur de Berlin et ensuite l'effondrement de l'URSS, ni de remettre à jour un Marx authentique contre les déformations, les incompréhensions et les falsifications dont il a fait l'objet depuis un siècle. Il réfléchit sur une œuvre gigantesque dont la richesse se nourrit aussi de ses contrastes et engendre une pluralité d'interprétations, dont l'héritage est partagé par une multiplicité de courants, non pas un mais plusieurs marxismes.

S'il serait faux de réduire la pensée de Marx au « matérialisme historique » de coloration positiviste et évolutionniste de Karl Kautsky et Georges Plekhanov, ou pire aux dogmes cléricaux du « diamat » stalinien, il serait tout aussi abusif de ne voir strictement aucune relation entre les deux. De même, si l'utopie d'Ernst Bloch et le messianisme libertaire de Walter Benjamin ne sont pas directement puisés dans l'œuvre de Marx, ce n'est pas au prix d'une mystification qu'ils s'y rattachent. Bensaïd montre de manière tout à fait convaincante que les tentatives d'assimiler Marx à Comte ne tiennent pas la route, mais il n'a aucune difficulté à admettre que autant Kautsky, avec son bagage de darwinisme social et de science positive, que Benjamin, avec son approche théologique, s'inscrivent légitimement dans le sillage de l'auteur du *Capital*. C'est que l'œuvre de Marx est traversée par un conflit intime, profondément enraciné dans la culture de son époque, entre l'analyse du capitalisme selon un modèle scientifique positif et la vision de l'histoire comme produit de la dynamique conflictuelle d'une totalité de rapports sociaux. Bensaïd saisit ce contras-



\* Cet article est repris de La Quinzaine littéraire, n° 680, 1-15 novembre 1995

te comme la « double tentation » de Marx, ce qui explique autant l'hommage appuyé à Darwin dans sa préface à la première édition du *Capital*, que son dialogue constant avec Hegel, dans la tradition de ce qu'il appelle, dès *l'Idéologie allemande*, la *deutsche Wissenschaft*. Si Engels n'échappera pas toujours aux dérives de cette « volonté de faire science », notamment dans certains textes comme *l'Anti-Dühring* ou la *Dialectique de la nature*, Marx réussira à la contenir grâce aux puissants remparts de la dialectique hégélienne.

**AU BOUT D'UN SIECLE DE CONTROVERSES** autour du marxisme, Bensaïd commence par saisir la pensée de Marx en négatif, en soulignant d'abord ce qu'elle n'est pas. Elle n'est pas une philosophie de l'histoire au sens classique, à savoir une construction de l'Histoire universelle au sens hégélien, ni une conception téléologique du socialisme comme issue inéluctable de la société de classe. Contre les interprétations traditionnelles tant du marxisme évolutionniste (Kautsky) que de certains de ses critiques les plus réputés (Karl Popper), Bensaïd montre, en citant la correspondance de Marx avec Vera Zassoulitch et les populistes russes, que l'auteur du *Capital* a toujours explicitement refusé une « théorie historico-philosophique générale » postulant la marche obligée de l'humanité de la communauté primitive au socialisme en passant par une série de stades intermédiaires incontournables (esclavagisme, féodalisme et capitalisme, avec la variante du mode de production asiatique). Pas de happy end garanti, ni de progrès inéluctable : Marx ne conçoit pas l'histoire, selon un paradigme positiviste, comme une progression en droite ligne tout au long d'un axe chronologique « homogène et vide », ni comme une simple accumulation quantitative des forces productives. S'il voit, surtout dans les *Grundrisse*, le développement de ces dernières comme une condition nécessaire pour la réduction du temps de travail et la libération des potentialités créatrices des hommes, cela ne débouche jamais sur une conception productiviste du socialisme comme une sorte de Moloch industriel. Il souligne avec force les contradictions intimes du développement technique, ce qui rend possible, à partir de ses catégories, de penser la transformation, si typique du XX<sup>e</sup> siècle, des forces productives en forces de destruction. Le progrès n'est pas, à ses yeux, un processus à sens unique, mais un mouvement contradictoire qui porte en lui, dialectiquement, sa négation. Progrès et régression marchent ensemble, enveloppés dans la danse infernale de l'univers marchand. Des pages entières du *Capital* sont consacrées à l'analyse de la régression sociale et du viol de la nature entraînés par le progrès technique dans le cadre de l'accumulation capitaliste.

**A PARTIR DE CETTE « DOUBLE TENTATION »** de Marx, la célèbre alternative posée par Rosa Luxemburg au début de la Première Guerre mondiale, socialisme ou barbarie, peut être interprétée de deux façons : comme une alternative entre progrès et recul sur le fil diachronique de l'histoire, ou alors comme une véritable « bifurcation ». Contre toute conception téléologique, Bensaïd pense l'histoire, à partir de Marx, comme le domaine de l'incertain et du possible, comme un développement au plus haut point hétérogène, fait de discordances et de brisures du temps, de crises, de guerres et de révolutions. Il perçoit ainsi dans le *Capital*

et dans les *Grundrisse*, avec leurs analyses des cycles, des rotations et des crises du capital, « une organisation conceptuelle du temps comme rapport social ». D'où une vision de l'histoire comme enjeu, comme carrefour ouvert à des multiples issues. Aucun salut n'est assuré d'avance, mais rien ne rend inéluctable l'éternelle répétition du « cortège triomphal des vainqueurs » évoqué par Benjamin dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*. La préfiguration du socialisme, chez Marx, ne prend jamais (ou presque, Bensaïd oublie quelques passages assez embarrassants à ce propos) la forme d'une prescription normative. Pour résumer, en une phrase, cette théorie critique de l'histoire comme processus politiquement intelligible et stratégiquement pensable (1), Bensaïd cite alors Gramsci : « *On ne peut prévoir que la lutte.* » Et il évoque aussi la riche postérité de cette intuition de la discordance des temps : le développement inégal et combiné de Parvus et Trotsky, la « non-contemporanéité » (*Ungleichzeitigkeit*) d'Ernst Bloch et, plus récemment, les « alternances du progrès » de Robert Bonnaud (2).

**LA PENSÉE DE MARX N'EST PAS** non plus une sociologie empirique des classes sociales. Il serait inutile de chercher, dans les dizaines de volumes de ses écrits, une définition rigoureuse du concept de classe comparable, même de loin, aux idéaltypes de Max Weber ou aux classifications d'Emile Durkheim. Lénine, pour lequel les classes sociales se définissent, abstraitement, en fonction de leur place dans le processus de production, a proposé une conceptualisation cohérente avec le système théorique de Marx mais néanmoins absente du *Capital*, dont le livre III s'arrête juste au début d'un chapitre inachevé sur « les classes ». Marx y distingue, en deux petites pages, trois classes principales déterminées par le salaire, le profit et la rente foncière. Puis il s'arrête... L'économiste autrichien Joseph Schumpeter s'interroge sur le paradoxe d'un penseur qui n'a pas élaboré une théorie systématique sur un sujet qui était au centre de sa réflexion. Est-ce qu'il n'eut pas le temps de le faire ? D'ailleurs, à

quoi juste passait-il son temps ? Bensaïd lui répond : « *A soigner ses redoutables furoncles, à partager les peines familiales, à éconduire ses créanciers, à placer des piges pour payer ses dettes, à rudoyer l'oncle Philips, à entretenir une volumineuse correspondance, à conspirer et à organiser le mouvement ouvrier. Surtout à écrire et réécrire le Capital.* »

Voir une lacune théorique dans ce chapitre inachevé signifie, selon Bensaïd, ne pas comprendre l'« anti-sociologie » de Marx, pour lequel les classes n'existent pas en tant que catégories sociologiques abstraites, mais seulement en tant que sujets historiques vivants. Les classes n'existent et ne se définissent que dans leur relation conflictuelle avec d'autres classes. C'est pourquoi les écrits politiques de Marx, du *Dix-Huit Brumaire* à *La guerre civile en France*, se révèlent bien plus riches, de ce point de vue, que les formules abstraites du *Capital*. C'est aussi la raison pour laquelle ce n'est pas



1) C'est dans cette perspective que Henri Maler interprète le concept d'utopie chez Marx. Cf. son ouvrage passionnant *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Albin Michel, 1995.

2) R. Bonnaud, *Les alternances du progrès*, Kimé, 1992.

3) E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Penguin Books, 1984, pp. 8, 10.

4) M. Löwy, R. Sayre, *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Payot, 1992.

dans la sociologie ou dans l'économie politique mais plutôt dans l'historiographie que le marxisme a produit ses analyses les plus profondes des conflits de classe. Pour Edward P. Thompson, dont Bensaïd semble partager l'approche, les classes sont avant tout un phénomène historique, à savoir ni une « structure » ni une « catégorie », mais plutôt des sujets qui se forment dans leurs relations réciproques. Elles ne sont pas des « choses », comme les faits sociaux de Durkheim, mais des rapports sociaux : « la classe se définit par la manière dont les hommes vivent leur propre histoire et c'est, en dernière instance, sa seule définition (3) »

**ENFIN, LA THÉORIE DE MARX** n'est pas une science positive de l'économie, car son anatomie du système capitaliste est toujours inscrite dans une totalité de rapports sociaux antagoniques, dynamiques et mouvants, dont il souligne constamment l'historicité. Non pas qu'il soit à l'abri de la tentation, extrêmement forte à son époque, d'éla-

borer une théorie du capitalisme sur le modèle des sciences naturelles. Sa référence, dans le *Capital*, aux « lois naturelles » de développement du mode de production capitaliste, montre que son œuvre est aussi marquée par une dimension scientifique et positiviste. Cependant, cette dimension n'imprègne pas l'ensemble de sa pensée, à l'instar de la caricature évolutionniste qu'en donna Kautsky. De même, sa vision du capitalisme ne correspond pas au mécanisme équilibré que voudrait y voir Boukharine, ni à la structure sans sujet théorisée par Althusser. Sous la plume de Marx, les « lois naturelles » du capitalisme deviennent aussitôt des « lois de tendance », à savoir, comme le précisera Gramsci dans ses Cahiers de prison, des lois « non pas au sens du déterminisme ou du naturalisme spéculatif, mais au sens historiciste ». Voilà une aporie dans l'édifice théorique de Marx qui, loin d'apparaître comme un système clos, demeure un chantier ouvert, susceptible de développements différents.

**C'EST GRACE À CE CONSTAT QUE BENSAÏD** peut placer dans sa juste perspective l'héritage théorique de Marx par rapport à l'écologie politique. Il ne serait pas difficile, à partir d'un jeu stérile de citations mutilées et coupées de leur contexte, de dresser deux portraits radicalement opposés de l'auteur du Manifeste : d'une part celui d'un productiviste acharné, partisan d'un progrès immédiatement identifié à la domination de la nature ; d'autre part celui d'un *vert ante litteram*, précurseur du fondamentalisme écologiste et adepte d'un communisme interprété, dans les Manuscrits de 1844, comme une forme de « naturalisme achevé ». Ces deux portraits sont complètement absurdes. Intellectuel du XIX<sup>e</sup> siècle, il consacre quelques pages saisissantes à dénoncer l'industrialisation comme « viol de la

nature » (la critique d'Engels sera encore plus vigoureuse), mais on chercherait en vain dans son œuvre une analyse systématique de la destruction de l'environnement entraînée par la civilisation industrielle. Ce qu'on peut y trouver c'est une dimension romantique, déjà étudiée par Michael Löwy et Robert Sayre (4). On peut penser l'écologie avec Marx, parfois contre lui, mais on ne peut pas lui adresser des griefs anachroniques, ni lui demander des réponses à des problèmes auxquels il ne fut jamais confronté.

**LES LIVRES DE BENSAÏD** ne sont pas qu'une lecture de Marx. Ils interviennent aussi sur un siècle de controverses autour de son œuvre. Bensaïd ne se laisse pas séduire par le marxisme analytique anglo-saxon, qui voudrait plier la pensée de Marx aux codes respectables d'une discipline universitaire, expurgée de sa dimension subversive et prête à abandonner l'analyse des conflits de classes au nom de l'« individualisme méthodologique ». Il critique, au passa-



ge, la théorie de la justice de John Rawls, qu'il perçoit comme « le complément éthico-juridique cohérent d'un libéralisme social bien tempéré », et la raison communicative de Habermas, qui lui rappelle « la communion des saints, dans laquelle s'éteindrait tout conflit et où le dialogue lui-même finirait par devenir superflu ». Le raccourci ne manque pas d'efficacité, mais il ne peut pas remplacer une critique marxiste radicale de l'œuvre habermasienne, qui reste à faire. Dans *La discordance des temps*, Bensaïd revient sur les lectures de Marx proposées par Gramsci, Benjamin, Bloch et, plus récemment, par Toni Negri et Jacques Derrida. Il n'hésite pas, dans un chapitre étonnant et fascinant à la fois, à redécouvrir Charles Péguy et à se proclamer péguyste, « pas péguyste bien que marxiste. Péguyste parce que marxiste ».

La réflexion de Bensaïd est solide et pénétrante, son érudition suscite l'admiration du lecteur. Si sa plume est brillante (ce qui est plutôt rare pour les essais théoriques), souvent

jubilatoire, à l'occasion acérée, ses éclats se produisent parfois au prix de la clarté. Ses formules ne sont pas toujours convaincantes, par exemple lorsqu'il écrit que Marx n'avait aucune difficulté « à reconnaître l'existence de conflits non directement réductibles à la lutte de classes ». La réflexion de Marx (et d'Engels) sur l'oppression coloniale, nationale, sexuelle ou raciale est à peine esquissée ou absente, sinon ambiguë ou fort discutable. Les auteurs du Manifeste auraient mérité, à ce propos, une critique moins complaisante.

*Marx l'intempestif* et *La discordance des temps* posent des questions, suscitent des interrogations, ouvrent des pistes inexplorées. On ne pourra pas se débarrasser facilement de ces deux livres, qui secouent de façon salutaire les idées reçues tant des adeptes que des adversaires de Marx. L'héritage intellectuel de ce dernier demeure ainsi bien vivant, Daniel Bensaïd en a apporté la preuve.



# Les enjeux du débat

DOSSIER :  
CLAUSES SOCIALES

Par Maxime Durand

**LE DÉBAT SUR LA CLAUSE SOCIALE** n'est en fin de compte que le reflet des ravages évidents de la mondialisation capitaliste, dont le ressort essentiel est ni plus ni moins la mise en concurrence de tous contre tous. La libération des échanges, des capitaux spéculatifs et des investissements, a pour effet de faire sauter tout ce qui empêchait cette concurrence de s'exercer directement entre ensembles à niveaux de productivité très différents. Avec l'idée de clause sociale, il y a la recherche de règles du jeu organisant un peu les choses, afin d'enrayer un mouvement universel d'alignement vers le bas des conditions d'existence du prolétariat.

**CE DÉBAT EST CEPENDANT** complexe et ne débouche pas mécaniquement sur des prises de position évidentes pour le mouvement ouvrier. Ce premier dossier propose plusieurs éclairages permettant un premier tour d'horizon. Le débat reste évidemment ouvert, mais il est cependant possible, et utile, de bien insister sur un certain nombre de remarques de méthode.

La première distinction à opérer concerne le champ des clauses sociales. Il y a d'abord une définition étroite qui renvoie à cinq droits élémentaires qualitatifs définis par des conventions du Bureau international du travail : liberté d'association (n°87), liberté de négociation (n°98), interdiction du travail des enfants (n°38), non discrimination fondée « sur la race, le sexe, la religion, l'opinion politique, etc. » (n°111), et enfin interdiction du travail forcé (n° 29 et 105). La nécessité de défendre ces principes ne souffre évidemment aucune discussion.

Mais il existe une conception beaucoup plus large de la clause sociale qui repose sur la notion de « dumping social ». Les pays du Sud et de l'Est bénéficieraient d'avantages concurrentiels indus, en raison de bas salaires et

de systèmes de protection sociale moins avancés. Il serait donc équitable d'instituer un impôt visant à effacer tout ou partie de cet « avantage » injustifié. Les sommes ainsi prélevées alimenteraient éventuellement un fond d'aide aux pays concernés. Il va de soi que cette conception ne peut être autre chose qu'un habillage du protectionnisme des bourgeoisies du Nord : elle vise à réaliser l'union nationale des ouvriers et des patrons des pays riches au nom d'arguments hypocrites. Même d'un point de vue économique, elle est en effet absurde : les bas salaires reflètent pour l'essentiel les différences de niveaux de productivité, et toute taxe tendrait à freiner les ventes des pays du Sud voire à les éliminer totalement en cas de mise à niveau intégrale des coûts salariaux.

**LE TERME DE CLAUSE** conduit ensuite à une seconde distinction qui apparaît quand on pose la question de savoir qui (et comment) fait respecter les conventions du BIT rappelées ci-dessus. Parler de clause, c'est répondre implicitement que cela relève des traités commerciaux et par conséquent de la compétence d'organismes internationaux comme l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Or, cela ne va évidemment pas de soi. La lutte pour la défense des droits élémentaires des travailleurs ne peut avoir comme seule référence les exigences d'une concurrence équitable : ils existent indépendamment même de l'échange international. L'OMC, qui est l'exécutrice du dogme néolibéral, ne peut faire une chose et son contraire, à savoir s'attaquer à toutes les entraves « au libre jeu de la concurrence » et, en même temps, réglementer cette dernière. Plutôt que de clauses, mieux vaut donc parler de normes sociales dans l'organisation du travail.

Ces deux distinctions conduisent à dire qu'il faut être contre toute forme de protectionnisme déguisé à l'égard des pays du Sud et ne pas s'en remettre à l'OMC. En revanche, les travailleurs

doivent se battre de manière coordonnée pour la défense et l'affirmation de leurs droits. Jusque là, le relatif compartimentage de l'économie mondiale rendait en gros suffisante une juxtaposition de luttes nationales qui sous-tendait une amélioration inégale, différenciée, mais dans l'ensemble réelle, des conditions de vie des salariés à travers le monde. Avec l'entrée dans l'onde longue dépressive, la nouveauté introduite par la mondialisation est que cette lutte a désormais besoin d'être coordonnée au niveau mondial, parce que la concurrence entre travailleurs de pays différents est utilisée pour peser sur le rapport de forces existant dans chaque pays. La solidarité internationale n'est plus seulement le résultat subjectif d'une similitude, d'un parallélisme des combats sociaux, mais acquiert une dimension objective dans la mesure où, en face, l'adversaire de classe a franchi un pas décisif quant à sa capacité de mener une offensive unifiée sur la base de l'unification du marché mondial.

Pour les salariés à travers le monde, la question-clé devient celle de l'organisation, notamment au niveau des branches, pour définir des normes internationales et engager un combat commun. Mais la nécessaire émergence d'associations internationales de travailleurs (pour reprendre la dénomination de la Première internationale) nécessite une absolue indépendance de classe. Autrement dit, la tâche des organisations du mouvement ouvrier n'est pas de rédiger des « clauses » à annexer au traité instituant l'OMC, mais de s'organiser pour imposer des normes sociales universelles, l'équivalent, en somme, de conventions collectives transcontinentales.



# Quel type de solidarité ?

*Le contexte dans lequel la revendication pour l'introduction des « clauses sociales » a gagné du terrain est caractérisé par une croissance de la mondialisation de l'économie. Les investissements internationaux ont augmenté. Le commerce international croît plus vite que la production internationale. Le commerce mondial de marchandises a été évalué à 3 485 millions de dollars en 1990. Le commerce de services est passé de 50 millions de dollars en 1978 à 810 millions de dollars aujourd'hui.*

Par Anke Hintjens  
Bruxelles, juillet 1995

**BIEN QUE, LES PAYS** en voie de développement soient encore dépendants de l'exportation de leur produits primaires, leur part dans les exportations de produits manufacturés est passée de 4 % en 1955 à 19 % en 1989 (1). Dans le même temps, les pays industrialisés sont dévastés par un chômage structurel et leur croissance économique n'est guère créatrice d'emplois. Face à une telle situation les syndicats s'ingénient à trouver des explications et avancer des solutions. Quant aux patrons, tout en s'efforçant de parvenir à la compétitivité, ils refusent de s'exposer aux menaces de la concurrence.

Comme un effet magique, tout le monde découvre le « dumping social ». Le GATT définit le dumping comme « exporter des produits à un prix au-dessous de leur valeur "normale" (par exemple le prix fixé par le marché intérieur) ». Ainsi, le « dumping social » est l'exportation de produits en dessous de leur valeur normale, comme conséquence des bas salaires et de conditions de travail inhumaines qui compriment les coûts.

Certains syndicats dans les pays industriels ont vu dans le dumping social une explication partielle du chômage dans leurs pays.

Considérer le Tiers monde comme un bouc émissaire n'est pas nouveau. En 1881, la Fédération de l'organisation du commerce et du travail aux États-Unis (qui devint plus tard AFL-CIO Federation) demanda au gouvernement d'introduire des mesures protectionnistes face à

la concurrence des pays pratiquant des bas salaires. Les syndicats américains voulaient une « péréquation par les coûts » à travers des taxes à l'importation.

L'accord fondateur du GATT en 1948 stipule des mesures commerciales contre les pays autorisant le travail forcé. Les accords de Lomé de 1984 et 1989 entre la Communauté européenne et ses ex-colonies en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique, incluent quelques principes généraux en matière de conditions sociales. Néanmoins, ces derniers ne sont pas suffisamment concrétisés pour être opérationnels et les accords n'établissent guère de procédures de contrôle.

**LE NOUVEL ACCORD DU GATT**, en vigueur depuis janvier 1995, va encore plus loin : il s'agit d'un grand pas en avant dans le renforcement des inégalités au niveau international.

Le nouvel accord du GATT est le couronnement du processus de dérégulation des échanges des marchandises et de la monnaie. L'ouverture des marchés du Tiers monde et les programmes de privatisation que ces pays sont formellement obligés d'appliquer sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI) sont désormais élevés au rang de législation, par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ces négociations, comme d'autres, reflètent un certain type de rapports de forces entre les différentes parties. Il faut bien constater que les pays dépendants ne

sont pas gagnants. Tout au contraire, leur faible position conduit, par exemple, à une situation où les négociations sur les réductions tarifaires ont abouti à une réduction de 19 % sur les produits exportés par les pays les moins développés, tandis que les tarifs sur les produits importés ont été réduits de 38 %.

Les taxes sur les importations appliquées sur les produits manufacturés en provenance du Tiers monde sont encore cinq fois plus élevées que celles appliquées sur les autres produits qu'ils exportent. Il s'agit d'une façon parmi d'autres de rendre plus difficile le développement des pays du Tiers monde.

Les anciens accords du GATT ne couvrent pas le domaine de l'agriculture, en raison de son importance dans l'équilibre interne des pays riches. A titre d'exemple, l'Europe s'est transformée d'importateur net de produits alimentaires dans les années 50 en le plus grand exportateur dans les années 90. La part de la Communauté européenne dans le marché mondial de viande de bœuf est passée de 0 % en 1971 à 25 % en 1990. De même pour le blé et le sucre. La Communauté européenne n'a réussi à obtenir cette position qu'au prix d'énormes dépenses en subventions (en moyenne 60 % du budget de la CE ont été affectés au secteur agricole tout au long de cette période) ainsi qu'en appliquant le dumping. Cela a eu des conséquences négatives sur les pays exporta-

1) Lang et Hines, *The new protectionism*, Earthscan, p. 17.

teurs du sucre.

Les pays du Sahel, en Afrique, ont vu la valeur de leur bétail s'effondrer en raison du dumping de la Communauté européenne à travers les bas prix de la viande de bœuf.

**LA RÉDUCTION DES SUBVENTIONS** à l'exportation, prévue par le GATT, semble être à première vue positive pour l'agriculture du Tiers monde, toutefois, signalons que la part du marché mondial perdue par la Communauté européenne est en train d'être récupérée par les États-Unis et non pas par les pays du Tiers monde.

D'autre part, l'accord rejette la voie la moins coûteuse pour la défense de la production agricole intérieure des pays pauvres. Le GATT oblige aujourd'hui les pays du Tiers monde à importer suffisamment de denrées pour couvrir au moins 2 % de leur consommation intérieure. Hormis la pression que cette mesure constitue sur la balance des paiements de ces pays, il s'agit clairement d'une attaque contre la production intérieure des denrées alimentaires dans le Tiers monde. Ce qui était possible jusqu'à présent par le biais de l'aide alimentaire devient une règle permanente.

Avec l'intégration du « des mesures d'investissement relatives au commerce » (nom donné par l'accord), le GATT impose une totale liberté de circulation du capital, principe qui, malgré plusieurs tentatives, n'a jamais été accepté auparavant par l'Assemblée générale des Nations unies. Tous les pays n'ont désormais plus le droit de développer une politique protectionniste face à l'investissement étranger. Pas de priorités aux investissements nationaux, ni d'obligation de transfert de technologie. L'investissement étranger et national doivent être désormais traités de la même manière. Le « rapatriement » du capital est « libre ». Par ailleurs, l'accord

stipule explicitement que les activités des multinationales ne doivent pas être contrôlées. Ces entreprises contrôlent 70 % du commerce international et 75 % des investissements. Sans compter que 40 % du commerce international s'effectue entre les différentes branches de ces multinationales. Ainsi, ni les mesures de substitution à l'importation, ni aucune autre politique économique ne sont en mesure d'être réalisées.

A la place d'un accès libre à la science et à la technologie, on a instauré des protections par le biais des droits de patente. La multinationale Grace a breveté une pâte dentifrice et des produits médicaux suivant des techniques que des fermiers indiens utilisaient depuis des années dans l'exploitation de l'arbre de neem. Ces entreprises sont aujourd'hui détruites, car elle ne sont ni en mesure, ni disposées à payer à Grace le droit de patente pour continuer à faire ce qu'elles ont toujours fait.

L'OMC a le pouvoir de sanctionner les pays ou même les secteurs qui ne respectent pas la règle du jeu. Si à titre d'exemple l'Inde refuse de payer les droits de patente à la multinationale grecque, l'OMC peut décider de prendre des sanctions contre les exportations des serviettes ou des crayons indiens.

Le commerce est une bataille inégale. Les instruments du GATT sont au service des plus forts. Qui pourrait décider de représailles à l'encontre de l'Union européenne quand cette dernière ne met pas fin au dumping de la viande de bœuf en Afrique du Nord ? Personne. Les organisations ouvrières et les mouvements de solidarité avec le Tiers monde auraient dû se battre de toute leurs forces contre cette accord. Mais ils ne l'ont pas fait.

Depuis l'apparition de l'actuelle forme de « division du travail », les populations du Tiers monde sont l'objet d'une cruelle exploitation. Les travailleurs des plantations au Nicaragua sont aspergés d'insecticides en même temps que les bananes. Le terme qui désigne le café dans le sud-ouest d'Ouganda est toujours « Chiboko » qui veut dire cravache. Tant que cela restait confiné dans les secteurs des matières premières, toute protestation des syndicats du nord,

n'était guère significative.

**CE N'EST PAS UN HASARD** si les syndicats des travailleurs du textile au nord ont été les premiers à demander à leurs gouvernements d'inclure « les clauses sociales » dans les accords relatifs au commerce international. Le textile demeure l'un des rares secteurs où certains pays du Tiers monde ont acquis une certaine compétitivité.

Normalement, la « logique » du libre commerce devrait soutenir l'abolition des accords multi-fibres (AMF) de 1974. Ces accords imposent des quotas sur les exportations de textile en provenance des pays du Sud et de l'Est. Ils régissent presque 50 % du commerce du textile dans le monde. Leur objectif explicite est d'offrir aux pays industrialisés la possibilité d'adapter leur industrie à l'accroissement de la concurrence des pays sous développés. Bien que les revenus des exportations de textile et des habits soient importants pour certains pays du Sud (Inde : 22 %, Sri Lanka : 31 %, Pakistan et Bangladesh : 67 %), seulement 18 % des habits et 5 % des produits textiles commercialisés dans la Communauté européenne proviennent des pays sous développés (2).

**CERTAINS CHERCHEURS** disent que sans l'AMF, les pays sous développés pourraient augmenter leurs exportations de textile de 82 % et d'habits de 93 %. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que l'accord du GATT prolonge l'application de l'AMF pour une durée de dix ans. Le textile demeure l'un des secteurs industriels les plus protégés des pays développés et la crainte de perdre ce privilège est grande.

En 1993, quand les négociations du GATT sont arrivées à leur phase finale, l'Union française des industries textiles a entamé une campagne contre le travail des enfants dans l'industrie du textile au sein des pays sous-développés. En octobre 1993, les syndicats belges des travailleurs du textiles ainsi que les patrons ont organisé une grande manifestation



Iqbal Masih, militant pakistanais contre l'esclavage et le travail forcé des enfants, a été assassiné dans un petit village près de Lahore le 16 avril 1995 à l'âge de 12 ans.

2) Handbook of international trade and development statistics 1988.



contre  
le travail  
des enfants.

Les patrons  
et les syndicats  
ont appelé conjointement  
les consommateurs

à acheter les produits belges pour sauver les enfants du Tiers monde et l'industrie textile belge. En février 1994, le Parlement européen a demandé que les clauses sociales soient ajoutées aux accords internationaux. Dans le même temps, les trois fédérations syndicales internationales (CISL, CMT et CES) ont également demandé que les clauses sociales soient introduites dans les accords commerciaux, bien que certaines branches du Sud de ces fédérations se soient interrogées sur la pertinence de cette stratégie dans la lutte pour de meilleures conditions de travail. Cette opposition a été particulièrement forte lors du congrès mondial de la WCL, où les syndicats des pays du Nord ont utilisé toute leur influence pour faire voter la résolution.

Ces fédérations ont effectivement accepté le GATT et l'OMC ainsi que l'idée selon laquelle le commerce engendre le bien-être et l'emploi. Cela ne constitue pas bien évidemment un nouveau point de vue. Les syndicats européens ont eu la même attitude face à l'unification européenne. Ils ont cru ou essayé de croire que l'unification était porteuse d'emplois. La réalité montre le contraire. Les pays du Nord se protègent deux fois plus face aux importations en provenance du Sud que de ceux en provenance des autres pays « développés » (3).

Le protectionnisme par le biais des taxes a graduellement diminué, toutefois, le protectionnisme non-tarifaire a augmenté de 20 % entre 1987 et 1990. Les taxes sur les importations de produits manufacturés du Tiers monde sont cinq fois plus élevées que celles appliquées sur leur matière première. L'industrie du Tiers monde est empêtrée par ce protectionnisme, qui coûte à ces pays environ 500 millions de dollars par an (4).

**L'AUGMENTATION DES SALAIRES** est due à l'organisation des travailleurs et à leurs luttes victorieuses, ainsi qu'à l'industrialisation du travail.

Aussi longtemps que les salaires constituent un élément important dans la structure du coût des produits, les hauts salaires sont difficiles à obtenir. Brand et Hoffman expliquent cela par le fait que quand la progression des salaires excède la progression de la productivité, la compétitivité des pays concernés « diminue ainsi que le rythme du développement lui-même » (5).

Martin Khor suppose que les clauses sociales conduiront à une perte d'emploi : « quand les salaires et les autres coûts de travail s'élèvent, bien au delà du niveau général des revenus répandus dans le pays, et dans une situation de suremploi ou de taux élevé de chômage, le résultat sera une perte d'emploi à la campagne et dans les secteurs industriels concernés qui ne peuvent être compétitifs face à la production domestique des firmes établies sur place et aux importations des autres pays. En d'autres termes il existe une corrélation entre coût du travail et "quantité de travail" » (6).

**L'ILO ESTIME QUE** dans les pays sous développés 18 % des enfants de 10 à 14 ans travaillent d'une façon régulière. Ces enfants se retrouvent principalement dans le secteur informel et rarement dans des entreprises travaillant pour l'exportation. Ce phénomène ne peut guère être combattu par un instrument qui est, par définition, uniquement applicable aux industries d'exportation. Il est également important de signaler que la convention de ILO interdisant le travail des enfants n'a pas été ratifiée par un tiers des pays européens. Parmi eux figurent le Danemark, la Grande Bretagne, le Portugal et l'Autriche. D'autres pays industrialisés comme les États-Unis, le Canada, L'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon n'ont également pas ratifié cette convention.

En Belgique, la première demande concernant l'instauration des clauses sociales a émané des syndicats du textile. Le secteur du textile traverse une crise grave. Depuis 1980, la perte annuelle d'emplois en Europe est estimée à 115 000 postes.

Les syndicats du textile recherchent désespérément une explication à cette situation. Piégés par la logique capitaliste et refusant d'organiser les travailleurs pour la défense de leur emploi, ils ont fini par « découvrir » un bouc émissaire : le Tiers monde. Dans la logique des clauses sociales, le Tiers monde n'est pas uniquement responsable de sa propre misère mais également de la misère du monde industriel.

En réalité, les importations des produits textiles de l'Asie vers la Belgique n'ont augmenté que de 0,3 % depuis 1980. L'aggravation du chômage n'est pas liée à l'accroissement des importations en pro-

venance des pays sous-développés. Ni même la délocalisation. Seuls 16 % des entreprises belges implantées à l'extérieur sont des délocalisations, dont presque 51 % se trouvent dans d'autres pays européens, 16 % en Europe centrale, 15 % en Extrême-Orient et 7 % en Afrique du Nord. Seulement 5 % de l'investissement direct belge fuit vers d'autres pays, dont 80 % dans le reste des pays européens.

Selon la Banque mondiale, les trois raisons principales qui expliquent cette situation sont :

► l'accroissement de la productivité : en effet, de nos jours, 48 travailleurs belges produisent la même quantité que 100 travailleurs en 1975 ;

► la concurrence entre les différents pays industrialisés ;

► la chute de la demande.

Face à ces arguments, les syndicats du textile ont été obligés de modifier leur discours. Ils ne considèrent plus que les clauses sociales sont susceptibles de sauver les emplois en Belgique. Toutefois, ils continuent de plaider en leur faveur au nom de la solidarité internationale avec les travailleurs exploités du Tiers monde.

**LE RÉCENT PHÉNOMÈNE** qui a aggravé considérablement la situation de la population dans les pays du Sud est la question de la dette. Le service de la dette rend le flux financier des pays du Sud vers le Nord, depuis 1983, plus important que le total des ressources affectées au Sud (investissements, crédit et aide publique ensemble). Le programme d'ajustement structurel incite les pays sous-développés à exporter plus, à des prix de plus en plus bas, avec l'objectif d'attirer les investissements étrangers. Depuis l'explosion de la crise de la dette en 1982, les salaires réels non-agricoles en Amérique latine ont diminué de 45 %. Il est temps que les syndicats s'unissent pour l'annulation de la dette du Tiers monde.

La revendication de clauses sociales est la conséquence du bilan négatif de la solidarité des syndicats des pays industriels avec ceux du Sud. Il est parfois possible de boycotter les entreprises qui violent les droits des travailleurs, mais uniquement à la demande des organisations populaires des pays du Sud. Le boycott

devrait être organisé sous notre propre contrôle en tant que consommateurs assurant une sensibilisation de l'opinion publique.



3) Rapport annuel sur le développement humain, 1993.  
4) Prévision du Rapport annuel sur le développement humain.

5) Band et Hoffmann, p 7.

6) Khor Martin, in *Third World Resurgence*, n° 45, p 32.

# Clauses sociales et environnementales

*C'est une évidence que la détérioration de l'environnement et les graves problèmes de l'emploi et de l'exclusion sociale sont les défis principaux auxquels font face les économies développées. Sont également évidentes la globalisation de l'économie et l'imbrication même de ces problèmes sociaux et écologiques. Lors de la conférence de Rio et du sommet de Copenhague, les plus hauts responsables de la crise écologico-sociale ont reconnu sa réalité : pauvreté croissante, distribution injuste de la richesse, grave détérioration de l'environnement...*

*Par Luis Miguel Sánchez Seseña (commission économie d'Izquierda Unida)  
Madrid, novembre 1995*

**DANS LE MEME TEMPS**, les grandes orientations économiques se développent avec pour argument qu'il s'agit de la seule politique possible, de sorte que l'ajustement structurel — dérégulation, privatisation, libéralisation — se transforme en recette universelle. Les grandes transnationales — et le capital financier international — sont les protagonistes du scénario global (ils dominent plus de 70 % du commerce mondial). En leur sein, le principe organisateur est la prise de décisions centralisée et, à la limite, on a affaire à un conglomerat gigantesque des plus semblables à une économie-monde centralement planifiée. En connivence absolue, les institutions de Bretton Woods — le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — imposent leurs plans d'ajustement structurel, leurs projets mégalomaniaques d'investissement et leurs processus de colonisation, sous le titre diffus de « libre marché » ou « libre commerce ». La solution à tous les problèmes dans une optique néolibérale est un cauchemar (de reculs sociaux) qui en cache un autre pire (la réalité elle-même). La compétitivité se transforme en but suprême pour le néolibéralisme.

Même s'il devrait être évident qu'une même politique ne peut être « homologable » pour des pays aux structures éco-

nomiques et sociales différentes et avec des problèmes et des priorités distinctes, à l'échelle internationale, le pouvoir se trouve entre les mains des institutions chargées de gérer l'économie mondiale.

Dans cet ordre de choses, la préoccupation portant sur l'environnement fait son apparition dans les économies développées. Selon un rapport élaboré par la Commission européenne, la relance de la croissance économique associée à la libéralisation du commerce provoquera une augmentation des émissions de SO<sub>2</sub> et de NO<sub>x</sub> de 9 % et de 12 % respectivement, qui aggravera le problème des pluies acides ; les déchets de tous types augmenteront de 30 % ; des transformations structurelles affecteront les systèmes de transport, provoquant une augmentation du trafic poids lourd par voie routière de 50 % à l'horizon de l'an 2000 et une croissance du parc automobile de 17 millions de véhicules, qui outre d'autres effets, contribuera à augmenter l'accumulation de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, principal responsable du changement de climat.

On peut conclure que la recherche d'une plus forte compétitivité engendrera des résistances à l'internationalisation des coûts en matière d'environnement, pour éviter leur impact sur le prix final des produits offerts sur les marchés internatio-

naux. De là naît la dénonciation du risque d'un dumping environnemental, compris comme la possibilité d'une concurrence déloyale par des prix qui ne reflètent pas les coûts réels de production, si les normes de protection de l'environnement qui impliquent des coûts supplémentaires sont très différentes dans les divers pays en concurrence sur le marché mondial.

**DE MEME, IL APPARAÎT** que les pays développés prennent conscience que le marché global ne peut se transformer en jungle, sans aucune sorte de règle sociale et que les accords du GATT devraient donc être complétés par l'observation, de la part de tous les pays « bénéficiaires », de l'ensemble des libertés et conditions de travail minimales établies par les conventions de base de l'OIT. « GATT oui, mais OIT aussi », pourrait être le mot d'ordre.

Les clauses sociales et écologiques avancées par les pays du Nord développés, se transforment en une façon de justifier des barrières protectionnistes, sans que les contradictions avec le discours général libéralisant ne deviennent trop grinçantes. C'est la façon de cacher les véritables motivations des « entraves » proposées au commerce, qui ne sont rien d'autre — comme toujours — que la

défense de certains intérêts économiques. On ne doit pas s'étonner de l'apparente contradiction, parce que l'économie internationale est pleine de situations semblables. Un des exemples les plus retentissants est l'opposition entre la libéralisation croissante du trafic de marchandises et de capitaux, et la protection croissante des marchés du travail des pays développés, qui se transforment en forteresses face aux travailleurs immigrés des pays pauvres. A nouveau, il s'agit de défendre des intérêts économiques égoïstes parce que, si on prenait au sérieux le discours libéral, il faudrait ouvrir les frontières à la libre circulation des travailleurs. Ainsi progresserait le bien-être mondial, d'après la théorie économique orthodoxe. Et en passant, on peut ajouter qu'il ne serait pas nécessaire de recourir à la clause sociale. Mais la pratique des pays riches va en sens contraire.

**DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE**, on a vu apparaître aussi le discours des clauses écologiques et

sociales dans une tentative éhontée de justifier le protectionnisme face aux pauvres. Ainsi, les céréaliers européens deviennent écologistes et défendent la restriction aux importations de produits de substitution aux céréales en provenance du Sud-Est asiatique, en arguant que le transport sur de longues distances est consommateur d'énergies fossiles et donc incompatible avec l'environnement. Un argument semblable a été utilisé par des groupes français pour couvrir l'incendie de camions espagnols chargés d'abricots. On a même présenté une variante novatrice, la « clause climatique », qui attaque les importations de régions aux climats plus cléments parce qu'elles détruisent les marchés des productions locales.

Dans chacun de ces cas il s'agit de défendre les intérêts économiques, qui peuvent être parfaitement légitimes, mais qui cessent de l'être quand ils ne sont pas exposés dans la clarté. Le moins que l'on puisse exiger de ceux qui essaient de défendre leurs intérêts économiques, c'est qu'ils ne les camouflent pas ni ne cherchent à les dissimuler avec des références à la santé des enfants qui travaillent dans les pays pauvres, ou à la dégradation de la planète.

Ce qui est sûr, c'est que d'un côté les niveaux de production et de consommation actuels des pays du Nord ne sont pas exportables à ceux du Sud et que de l'autre la crise des économies de marché — dans sa dynamique actuelle — exige le recul de l'Etat-providence dans les pays développés. Sommes-nous partisans de réformes et de régulations pour améliorer les conditions sociales et réduire

des effets négatifs de la crise écologique ? Peut-être comme revendication immédiate. Cela veut dire qu'essayer de transformer les fondements du commerce international dans la sphère capitaliste en établissant un échange plus équitable et une réglementation des relations commerciales internationales qui prennent en compte l'impact écologique et social — normes environnementales et clause sociale conformément aux recommandations de l'OIT — ne sort pas du cadre d'une politique de résistance.

On ne peut pas résoudre la crise sociale et écologique sans mettre en cause l'économie de marché (le capitalisme, pour bien se comprendre). L'internationalisation et la globalisation sont le modèle du capital, où la compétitivité acquiert sa véritable dimension. Le capital internationalisé réclame la libéralisation complète — des flux de capitaux — pour pouvoir opérer avec la plus grande liberté au niveau mondial. Notre critique s'adresse au GATT-OMC, à l'Europe de Maastricht et à la façon dont sont organisées les relations économiques à l'échelle mondiale.

**FACE À LA LIBÉRALISATION** du commerce mondial, il faut revendiquer des projets autonomes, en accentuant l'importance de la demande intérieure par rapport aux exportations. Maintenir le flux de la demande intérieure est primordial pour la stabilité économique, le développement et l'emploi. Il ne s'agit pas d'éliminer le commerce extérieur, il s'agit d'orienter la production vers les besoins internes et d'obtenir que le revenu des exportations finance les importations nécessaires au vu du modèle de consommation choisi dans le modèle économique. Evidemment, nous pensons à un modèle de consommation avec une puissante demande sociale : logement, santé, éducation, environnement, transport public, etc. En résumé, il s'agit de situer le secteur extérieur en fonction de la demande intérieure et non l'inverse.

De nos jours, l'idée d'Etat-nation ne constitue plus une idée efficace de gouvernement : c'est une entité trop vaste pour s'occuper des problèmes de citoyenneté locale et, simultanément, limitée par des concepts trop partiels pour répondre aux problèmes de l'interdépendance globale. Aujourd'hui, les gouvernements, fortement centralisés, ne peuvent pas agir localement ni penser non plus à l'échelle globale. Par conséquent, la décentralisation politique et le développement local sont devenus une nécessité urgente : les choix locaux auxquels nous faisons face ne sont pas seulement des choix sociaux



— davantage de routes, d'écoles ou d'hôpitaux — qui ne concernent qu'une petite partie de la population ; il s'agit de choisir entre les principes d'auto-organisation — centralisation ou décentralisation, usage intensif de capital ou de ressources humaines, technologies dures ou douces, etc. — qui affectent la survie de toute l'humanité.

**AINSI, IL NOUS SEMBLE** nécessaire de ne pas oublier une règle simple : penser globalement, agir localement. Par exemple, la compétitivité, la croissance du commerce international et la production destinée à l'exportation, exigent inévitablement le développement du transport motorisé et de ce fait, la consommation massive d'énergies non renouvelables (bon marché en termes comptables et très chères en coûts sociaux et écologiques) et de grands réseaux de transports. A l'évidence, la déesse compétitivité a également besoin — c'est cohérent — de profondes réformes de structures (libéralisation de secteurs économiques, privatisations et perte progressive de poids du secteur collectif, défiscalisation de la rente du capital, etc.) et la liberté absolue des mouvements de capitaux (ce qui provoque l'agitation financière et la spéculation).

En outre, dans un monde de plus en plus compétitif, la « solution » des problèmes de l'emploi — en Europe — passe par l'élimination des « rigidités »

du fameux Etat-providence (conditions de travail, de salaires et prestations sociales) ou l'accentuation de la surexploitation (pays de la périphérie).

Ainsi, l'économisme néolibéral (le paradigme régnant) exige davantage d'investissements dans les infrastructures de transport de grandes capacités, pour soutenir la compétitivité et la croissance économique, à même de relancer le processus privé d'accumulation de capital. Son but est de mettre en communication les centres financiers ceux de production et de consommation, plutôt que d'équilibrer le territoire, de garantir l'accessibilité ou de créer des emplois.

Tout cela fait que, vu que notre situation de déséquilibre actuelle est dans une large mesure la conséquence du développement indiscriminé, les choix d'échelle rempliront un rôle clé dans l'organisation de nos structures économiques et sociales. La déclaration de Madrid du forum alternatif « *les autres voix de la planète* » (octobre 1994) affirme : « *la globalisation économique et la globalisation écologique apparaissent comme deux faces d'une même pièce, indissociables de la nouvelle configuration du système capitaliste (...) par conséquent, il est nécessaire de s'opposer à ce processus en redonnant aux communautés la pleine capacité de leurs ressources naturelles.* » La défense de l'économie locale face à la globalisation fait partie de la lutte pour une société

accept-  
table  
d'un point  
de vue écolo-  
gique et social.

#### CONTRAIREMENT À CE QUI PEUT sembler, les

systèmes de valeur et l'éthique ne sont pas périphériques ou collatéraux à la science et à la technologie — aussi aseptisée que soit la façon dont on veut les présenter à la société — mais ils constituent bien sa base et sa force motrice. En grande partie, ce sont précisément les technologies dures (centralisées, intensives en capital et en consommation de matières premières et d'énergie, et en production de déchets) de l'époque de la croissance qui sont les détonateurs des effets sur l'environnement et du chômage massif. C'est également la cause de l'irresponsabilité qui conduit à hypothéquer l'avenir d'autres générations. Avec leur mode d'organisation-production, elles sont le paradis des idéaux du capital productif et reproductif. Nous devons juger les technologies et les activités économiques en termes d'efficacité thermodynamique plus que de rentabilité économique-financière et les aspects sociaux ne peuvent jamais être considérés comme marginaux dans le choix de l'une ou l'autre technologie.

Là où les actions sont peut-être davantage prioritaires, c'est sur le terrain de la production et de la consommation d'énergie, où il est urgent de mettre en place de vigoureux programmes d'économie et d'efficacité énergétique, et d'impulser avec force les énergies renouvelables. Il faut aussi considérer une nouvelle stratégie industrielle qui, par sa démocratisation, mise sur le passage à une production propre, et avance vers la disparition, la réduction, la reconversion, l'expansion ou la création — selon les cas — de sous-secteurs industriels.

**AINSI DONC**, production propre (non toxique, de biens utiles, durables, réparables, recyclables, d'emballage minimum) et technologies douces (décentralisées et à petite échelle, intensives en facteur humain, de coût environnemental réduit — dans la mesure où elles se fondent sur des ressources renouvelables et



sur le recyclage constant de matériaux —, faciles à contrôler socialement) sont des éléments prioritaires pour impulser le développement localement acceptable, pour avancer vers une société plus démocratique et libre. En tous cas, ce que nous recherchons et développons aujourd'hui préfigurerait l'avenir d'autres générations.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'emploi, dans les sociétés actuelles le travail est, pour la majorité de la population, le moyen d'accéder à un salaire, à un éventuel logement, à l'indépendance et là où elle existe, à une prestation sociale. Le droit au travail conditionne donc le droit à une vie digne, ou à la vie tout simplement. L'économie espagnole, par exemple, se trouve à un taux de chômage de l'ordre de 24 % de la population active. Face à cette situation, on prétend avec insistance que « toute stratégie visant à réduire le chômage de façon significative passe inéluctablement par un rythme de croissance supérieur » (Livre blanc de Delors, Commission de l'UE, 1993). Ils feraient mieux de reconnaître que le principal mobile qui conduit à impulser la croissance n'est pas de réduire le chômage, mais d'accroître les bénéfices économiques.

C'est ainsi — du fait des exigences du scénario, du mode de production — qu'on tend à copier, dans le cadre européen, et plus concrètement en Espagne, les caractéristiques du marché du travail américain (dérégularisé et précaire, bon marché, déqualifié, et carent en prestations sociales).

Il se peut que le fait d'aborder la question du chômage sans sortir des limites du marché (dans le cadre même du capitalisme), de la production, de la vente et de la consommation de marchandises, puisse nous placer sous la dépendance directe du système lui-même (de sa propre logique) et nous écarte des véritables nécessités sociales. Le marché ne conduit pas à l'intégration sociale, les



processus de production (étrangers aux décisions du travailleur) n'éliminent pas l'exploitation ni la précarisation, et le travail dans le secteur marchand ne résout pas l'aliénation d'un système de valeurs productiviste et consumériste. Le culte du travail est également une formule — trompeuse à la perfection — pour récupérer l'excédent de l'entreprise, augmenter la plus-value et le taux d'exploitation.

Toutefois il n'échappe à personne que le travailleur n'est pas le même quand il calcule la rentabilité dans des investissements financiers, qu'il « place » des assurances ou vend une quantité incommensurable de produits à l'utilité douteuse, ou quand il coopère à des projets de solidarité, pour régénérer la couverture végétale ou apporter son assistance à des collectifs marginalisés.

Il est donc nécessaire de promouvoir des emplois sur des activités locales, sociale-

ment utiles et compatibles avec la préservation de l'environnement, qui permettent d'améliorer la qualité de la vie de la collectivité. Comme le relève G. Lunghini, dans un rapport présenté aux « Journées sur le chômage et le partage du travail » organisées par la Fondation de recherches marxistes, en avril 1994 : « Chercher la solution (au problème du chômage) non pas dans la sphère marchande de la production de valeurs d'échange, mais dans la production de valeurs d'usage. Il y a beaucoup d'activités socialement utiles qui pourraient produire des biens qu'on ne trouve jamais sur le marché et qui, pourtant, répondraient à une demande urgente... Consacrer plus de ressources à l'enseignement, la santé, l'assistance sociale et la préservation de la nature (...) payer aux chômeurs un salaire en marge du marché, en contrepartie d'un travail en marge du marché, mais utile pour la société. On réhabiliterait ainsi, dans un monde dominé par la valeur d'échange, la catégorie de valeur d'usage. »

**EN RÉSUMÉ** il faut, d'un côté, que l'activité économique soit liée au territoire — une économie davantage locale —, pour favoriser le développement de ressources endogènes et donc des emplois locaux, et de l'autre, que les pays du Nord sélectionnent de façon positive leur commerce avec les pays sous-développés pour établir les bases d'un développement harmonieux qui entraîne des investissements — consacrés à la préservation du sol et des forêts, au développement de technologies efficaces d'un point de vue énergétique, au logement, etc. — et des infrastructures en matière d'alimentation, d'eau potable, d'éducation et de santé publique. Il n'y aura pas de développement compatible avec la survie de toute l'humanité à l'échelle globale sans un nouveau système de valeurs. Ce défi est d'une actualité immédiate.



# Face au dumping social : les clauses sociales en question

DOSSIER :  
CLAUSES SOCIALES

Nous publions ci-dessous des extraits de l'intervention de Denis Horman (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative) \* lors du séminaire sur : « La clause sociale et le commerce international, quels enjeux ? ».

Ce séminaire qui réunissait des syndicalistes d'Algérie, Tunisie, Maroc, était organisé par l'Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe (USTMA). Il s'est tenu à Tunis du 27 au 30 mars 1995 au Centre afro-américain du Travail.

Denis Horman  
Bruxelles, 1995

**LE DÉBAT SUR LA CLAUSE SOCIALE** soulève des questions de fond pour les organisations progressistes, tant politiques que syndicales et sociales, aussi bien au Nord qu'au Sud de la planète.

En fait, la question de fond n'est-elle pas tout simplement : comment concrétiser aujourd'hui la solidarité entre travailleurs, syndicalistes, organisations sociales, populations du Nord et du Sud dans ce qu'on appelle la mondialisation de l'économie ?

Osons le dire, derrière ce débat sur la clause sociale, il y a beaucoup d'hypocrisie de la part des organisations patronales et des gouvernements du Nord, qui cherchent ainsi à camoufler une politique protectionniste, à occulter les vraies causes du chômage au Nord et des inégalités encore plus criantes au Sud.

Ce débat pose également de vraies questions pour le mouvement ouvrier international, les organisations sociales et humanitaires. Par exemple, comment conquérir, stabiliser et renforcer les droits sociaux fondamentaux, les libertés syndicales, les droits de l'Homme, aussi bien sur les plans social, économique que démocratique, et cela, partout dans le monde ? Comment lutter contre le chômage, les délocalisations ?

Le débat sur la clause sociale a redémarré de plus belle dans le contexte de crise profonde du système économique capitaliste.

Ce n'est pas un hasard si les secteurs patronaux les plus exposés à la concurrence internationale ont élevé le ton, amplifiant à souhait la menace d'importations provenant surtout du sud-est asiatique.

De leur côté, les organisations syndicales, confrontées aux licenciements, aux fermetures, ébranlées par le chômage,

posent le problème d'une re-réglementation du commerce international et de mesures contraignantes liées au respect des normes sociales fondamentales avancées par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Dans ce débat sur la clause sociale, la question qui m'apparaît comme centrale est la suivante : l'instauration d'une clause sociale dans le cadre du commerce mondial est-elle la solution juste, équitable et adéquate pour donner aux normes sociales fondamentales de l'OIT (libertés syndicales, droit d'organisation et de négociation collective, interdiction du travail forcé, du travail des enfants, etc.) un caractère contraignant ?

## LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

Dans son livre, « La mondialisation du capital » (1), l'économiste français, François Chesnais, nous livre une approche éclairante de ce qu'on appelle la « mondialisation » de l'économie.

Voici, à ce propos, quelques extraits de son livre :

« Le caractère mondialisé de la concurrence, souligne François Chesnais, touche toutes les entreprises. Pour les entreprises purement nationales et les PME, européennes notamment, elle est pour une large part la conséquence directe de la libéralisation des échanges à la fois dans le cadre du GATT et du Marché unique. Pour ces firmes, la concurrence mondialisée est une menace qui peut, dans certains cas, être tout à fait précise et identifiable, mais qui reste très souvent anonyme. Pendant une longue période, ces entreprises ont vécu largement protégées » (...).

« Les décisions de localisation de la production ne sont pas dictées seulement par le coût de la main-d'oeuvre. Des exigences tout aussi contraignantes les orientent vers les pays où la demande est la plus forte et les marchés les plus porteurs, là également où leurs principaux rivaux doivent être affrontés dans un face-à-face direct. Dans la phase de la mondialisation, l'avenir des membres d'oligopoles dépend en effet de leur capacité à porter la concurrence dans les bases arrière de leurs adversaires. En tant qu'oligopoles nationaux ou même continentaux, leur existence est menacée à terme, s'ils s'avèrent incapables de mener la rivalité dans un cadre mondial, c'est-à-dire triadique. (...)

« Bien évidemment, les firmes transnationales et les pays de la Triade ne sont intéressés que par des rapports sélectifs qui ne concernent plus qu'un nombre limité de pays du Tiers Monde. Certains pays sont éventuellement encore requis comme sources de matières premières (en fait de moins en moins). D'autres le sont, surtout par le capital commercial concentré, comme bases de sous-traitance délocalisée à très bas coûts de salaires. Un très petit nombre d'autres pays, enfin, sont attractifs du fait de leur marché intérieur potentiel énorme (la Chine par exemple). Mais, en dehors de ces cas précis, les firmes de la Triade ont besoin de marchés et n'ont surtout pas besoin de concurrents industriels de premier plan : la Corée et Taïwan leur suffisent amplement ! C'est ainsi qu'il y a eu arrêt de l'IDE à destination de très nombreux

\*) Voir Banque mondiale/FMI/ Organisation mondiale du commerce ça suffit, Périodique trimestriel du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, 3<sup>e</sup> trimestre 1995, n°15.

1) François Chesnais, La mondialisation du capital, Ed. Syros, 1994

*pays,  
et que  
le thème de  
la gestion de  
la pauvreté a  
progressivement  
pris une place grandis-  
sante dans les rapports de  
la Banque mondiale, tandis que celui du  
développement a été mis en sourdine.»*  
(pp 111-112)

Ainsi donc, comme le souligne François Chesnais, la « mondialisation » se caractérise surtout par une concurrence entre les grands groupes industriels, surtout les sociétés transnationales, au sein de la Triade (Union européenne, États-Unis, Japon). Cette bataille éclaire les motivations en ce qui concerne les délocalisations où, dans la recherche de coûts de production les plus bas, les coûts salariaux ne sont qu'un des facteurs.

La « mondialisation » de l'économie capitaliste n'est pas une « globalisation » de l'économie dans le sens où celle-ci s'étendrait harmonieusement au bénéfice d'un nombre de plus en plus grand de pays et de populations. Elle se réalise plutôt par un processus d'intégration sélective dans le marché mondialisé, dans l'internationalisation du capital. Elle entraîne de ce fait un décrochage de la centaine de pays les plus pauvres de la planète.

## LES DÉLOCALISATIONS

En 1993, le sénateur de la région du Centre, Jean Arthuis, présentait au Sénat français un rapport d'information sur les délocalisations. Il soulignait, entre autres, que « *les délocalisations industrielles menacent 3 à 5 millions d'emplois en Europe. L'Union européenne sera bientôt, si on ne réagit pas, un vaste supermarché, où s'échangeront des marchandises fabriquées ailleurs* ».

Ce rapport alarmiste débouchait sur une double conclusion éclairante : le salut est dans une diminution de la pression fiscale sur les entreprises et l'adoption par l'Union européenne de mesures protectionnistes renforcées.

Plus sérieusement, qu'en est-il exactement des délocalisations ?

Comme pour les investissements étrangers directs (IED), la plupart des délocalisations se situent au sein de l'Union européenne et des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

C'est que les délocalisations ne sont pas forcément associées à la recherche de zones géographiques à faible coûts salariaux. Dans la recherche effective de coûts de production les plus bas, interviennent d'autres facteurs tout aussi importants : par exemple, la productivité, la qualité des produits, les facilités de transport et de communication, les marchés potentiels (avec une demande solvable).

Les délocalisations prennent, le plus souvent, la forme d'investissements directs à l'étranger, d'implantation de filiales pour la conquête de marchés ou encore de recours à la sous-traitance.

Une des formes particulières de délocalisations dans le Tiers Monde est opérée par les STN (Sociétés transnationales) dans ce qu'on appelle les zones franches industrielles. Ces zones offrent aux STN des avantages précieux : zones situées hors douane, avec produits non taxés, un cadre réglementaire allégé, un niveau d'imposition minimal ou nul, etc.

Depuis le début des années 70, ces zones ont pris une ampleur de plus en plus grande. En 1970, il y en avait à peine 12. En 1980, elles dépassaient déjà la soixantaine et en 1993, on en comptait plus d'une centaine dans 30 pays.

C'est surtout dans des secteurs comme le THC (Textile, Habillement, Cuir) que les délocalisations dans les zones à bas coûts salariaux sont les plus nombreuses (Afrique du Nord, Europe de l'Est et du Sud, sud-est asiatique).

On estime, par exemple, qu'environ 30 % des importations de vêtements de l'Europe des Douze sont imputables aux délocalisations.

(...)

Les États ont un rôle de plus en plus subordonné aux STN, surtout un rôle de soutien : couverture des coûts d'infrastructures, incitations fiscales, garantie de débouchés suffisants, soutien commercial, réglementaire. Bref, on assiste à un transfert massif des ressources collectives publiques en faveur des entreprises privées, surtout les STN, afin de leur permettre de maintenir leur compétitivité dans ladite lutte pour la survie à l'échelle mondiale.

Si les STN, avec l'aide des institutions financières et commerciales internationales (FMI, Banque mondiale et OMC) et la complicité du G7 (le groupe

des sept pays les plus industrialisés) mettent non seulement les populations du Sud, mais également la plupart de leurs gouvernements sous tutelle (voir encore récemment le Mexique), il n'empêche que les « élites » du Sud ne sont pas à mettre sur le même pied que les populations. Ces classes dirigeantes du Sud, à l'inverse de la grande majorité de la population, tirent parti de l'intégration de leur pays dans le système capitaliste international.

Ainsi, la dette du Tiers Monde, de même que les programmes d'ajustement structurel, permettent un gigantesque transfert des ressources du Sud vers le Nord, avec la complicité des classes dominantes des pays du Tiers Monde.

Comme le souligne Susan George (2), « *partout, les élites se sont arrangées pour faire payer à leurs compatriotes moins fortunés le coût de l'ajustement, tandis qu'elles, dans l'ensemble, en profitaient largement ou, du moins, perdaient proportionnellement beaucoup moins qu'eux. Elles en ont tiré parti en plaçant leur argent à l'étranger, s'enrichissant ainsi à chaque dévaluation de la monnaie nationale.* »

## LE DUMPING SOCIAL ET LA CLAUSE SOCIALE

Quand on parle de dumping social, on souligne le différentiel de coût effectif de la main-d'oeuvre entre certaines zones géographiques.

Il faut d'abord s'entendre sur le coût de la main-d'oeuvre : coût horaire ou coût unitaire. Il est plus correct de prendre le coût unitaire, c'est-à-dire ce que représente dans le prix final du produit le montant payé au salarié. Intervient donc ici la notion de productivité. Si, dans une heure payée 5FF, le salarié produit 10 fois moins que celui payé 50FF, la différence de coût salarial n'a aucune incidence économique.

Il y aurait donc dumping social quand les produits sont fabriqués en payant des salaires extrêmement bas non justifiés par une productivité qui, elle, serait élevée.

Dans le cas inverse, il serait abusif de parler de dumping social. C'est d'ailleurs, entre autres, pour cette raison que des pays du Tiers Monde rejettent la clause sociale (liée à des sanctions commerciales), en disant : « *Laissez-nous notre seul avantage comparatif résidant dans de bas salaires* ».

Le dumping social peut être consécutif à deux situations :

- les effets des délocalisations opérées

2) Susan George et Fabrizio Sabelli, Crédits sans frontières, la religion séculière de la Banque mondiale, La Découverte/Essais, 1994.

surtout par les sociétés transnationales, la sous-traitance;

- les importations au sein des pays de l'OCDE de produits de producteurs locaux de pays à bas salaires.

## LES STN ET LES CLAUSES SOCIALES

L'instauration de clauses sociales, dans le cadre du commerce mondial, pour donner un impact coercitif aux normes sociales fondamentales de l'OIT, s'adresse surtout aux entreprises exportatrices du Tiers Monde, donc surtout celles qui sont liées d'une manière ou d'une autre aux sociétés transnationales par les IED, la sous-traitance, etc.

N'est-ce pas dans ces entreprises, liées aux délocalisations que l'on trouve « une productivité à l'occidentale et des salaires exotiques » ?

Si Nike et Adidas sous-traitent en Asie 99 % de leur production, c'est bien sûr parce que l'écart sur les coûts salariaux est bien supérieur à l'écart sur les productivités. Seules les activités liées à la conception et au marketing restent en Europe ou aux États-Unis. Il s'avère que pour chaque dollar généré dans le Tiers Monde, entre 3 et 10 dollars de valeur ajoutée sont transférés vers les pays riches sans contrepartie explicitement productrice dans les pays industrialisés.

Cela provient du fait que les biens fabriqués dans les pays en développement sont importés à des prix très bas. Mais une fois ces marchandises entrées dans les pays riches, leurs prix sont multipliés plusieurs fois.

de, Indonésie, Malaisie, Inde, Maroc, Tunisie, Mexique, Corée du Sud) avaient un solde négatif : leurs importations excédaient donc leurs exportations. Même la Corée du Sud a vu son solde devenir négatif.

Il est bon également de préciser que le développement d'importations venant du Tiers Monde a une double origine :

- la recherche de bas coûts salariaux par les STN (délocalisations) ;

- la volonté de pays en développement de développer leurs propres industries. Pour se développer et s'industrialiser, les pays en développement (PeD) doivent vendre leurs productions, et cela, de deux manières : soit par les exportations, soit par le développement du marché intérieur et régional.

A cet égard, c'est à une double impasse que sont de fait acculés nombre de pays en développement :

pour le remboursement de la dette, entravent également le développement du marché intérieur.

Plaçant les pays en développement sous tutelle, les institutions de Bretton Woods, sous la coupe du G7 (le groupe des sept pays du Nord les plus industrialisés) et des transnationales, imposent des mesures d'intégration des économies du Sud au marché mondial.

Elles exigent l'ouverture des marchés aux investissements étrangers, avec le renforcement de l'implantation des sociétés transnationales. Elles poussent à la privatisation des secteurs les plus lucratifs (semences, mines, énergie, transports, postes, communications, banques, etc.). Les dévaluations imposées par le FMI font monter en flèche les prix intérieurs. Les plus démunis doivent, en outre, supporter les conséquences de la suppression des subventions sur les produits de première nécessité. Les PAS renforcent la dépendance alimentaire.

S'il y a des pays qui auraient besoin d'instaurer des clauses sociales et un certain protectionnisme pour permettre un développement intérieur, ne serait-ce pas d'abord les pays en développement ?



« N'achetez pas le sang des enfants », Manifestation le 25 avril 1995 devant le parlement de Lahore après l'assassinat d'Iqbal Masih.

## DUMPING SOCIAL ET EXPORTATIONS DE PRODUITS DE PRODUCTEURS LOCAUX DU TIERS MONDE

L'Union européenne serait-elle envahie par les produits du sud-est asiatique ou d'autres régions du Tiers Monde ?

Dans son étude sur l'Emploi (1994), l'OCDE soulignait : « *Le poids des exportations de ces pays (pays à bas salaires d'Asie en particulier, ndlr) ne représente qu'environ 1,5 % du total des dépenses des biens et services des pays de l'OCDE* ».

Il faut savoir également que le Sud importe plus qu'il n'exporte.

En 1992, mis à part la Chine et Singapour, les autres pays mentionnés (Thaïlan-

- le « tout à l'exportation » a été imposé par le Nord à toute une série de PeD pour le remboursement du service de la dette extérieure. L'intensification des exportations se fait au détriment des cultures vivrières et la chute constante du cours des matières premières réduit l'apport en devises pour le paiement de la dette.

Mais, en même temps, le protectionnisme du Nord se renforce, les termes de l'échange ne font que se détériorer, les taxes sur les produits semi-finis sont jusqu'à 5 fois plus élevées que les taxes sur les matières premières ;

- Les programmes d'ajustement structurel (PAS), imposés aux pays en développement par le FMI et la Banque mondiale

## LES NORMES DE L'OIT ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

La clause sociale (mesure incitative, voire coercitive, liée au commerce international pour faire appliquer les normes sociales fondamentales de l'OIT) est-elle la solution juste, équitable et adéquate pour imposer l'interdiction du travail des enfants ?

Il est bon d'abord de préciser que la plupart des enfants qui travaillent, le font surtout dans le cadre de ce qu'on appelle l'économie informelle ou domestique (agriculture, artisanat, commerce sédentaire ou ambulancier), et pas dans les entreprises exportatrices (celles visées par la clause sociale).

Si, dans les industries exportatrices,

l'interdiction du travail des enfants ne devrait pas se traduire par de gros problèmes à résoudre (une élévation peu significative des coûts, etc.), il n'en irait pas de même dans l'économie domestique où le travail des enfants apporte un revenu complémentaire indispensable pour les familles.

Une enquête menée en 1994 a montré que sur 200 familles à Asunción, capitale du Paraguay, dans une famille sur deux, les enfants ramenaient plus de 50 % des ressources. Aussi, retirer les enfants du travail doit aller de pair avec, par exemple, le versement d'allocations aux familles et une politique de financement d'investissements dans les domaines de la formation et de l'éducation.

Cela ne peut se faire sans le rejet des politiques d'ajustement structurel, imposées par le FMI et la Banque mondiale, qui s'en prennent précisément aux secteurs de l'éducation, comme de la santé.

D'ailleurs, une telle démarche s'inscrit dans celle qui est proposée dans la Déclaration commune des trois grandes organisations syndicales internationales.

Le dernier paragraphe de la note commune sur la clause sociale précise que la clause sociale « s'inscrirait dans l'effort constant nécessaire à une croissance accélérée des pays en développement par la suppression des obstacles à leurs exportations, l'éradication du problème de la dette extérieure et l'amélioration des systèmes de fixation des prix des matières premières ».

## QUE FAIRE ?

Il y a d'abord un double constat à faire :

- un constat dramatique : le mouvement syndical, dans sa structuration internationale, accuse un retard déplorabile et aux conséquences extrêmement dangereuses face à l'internationalisation du capital et aux sociétés transnationales ;

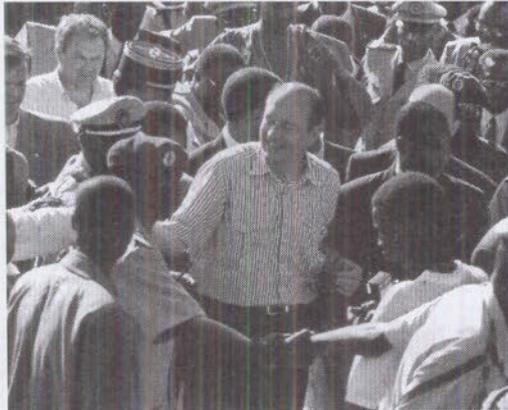
- il est d'autant plus urgent de modifier une telle situation que l'extension des

droits sociaux et syndicaux vient d'abord des luttes des travailleurs concernés, des organisations syndicales et sociales, de la solidarité internationale, des changements des rapports de force à partir de ces mobilisations sociales, etc.

Cela ne s'oppose pas à la nécessaire reconnaissance d'organisations internationales qui aient toute la légitimité pour définir, améliorer et imposer des normes sociales minimales pour tous les pays : les droits syndicaux, l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.

Demander, comme le font les organisations syndicales, à une institution commerciale comme l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce qui a succédé au GATT) d'imposer des clauses sociales pour le respect des normes de l'OIT, n'est-ce pas se bercer d'illusions ?

Quand on voit déjà comment la libéralisation du commerce mondial servira, une fois de plus, à restructurer l'économie globale à l'avantage des transnationales, des groupes économiques et financiers du Nord ... !



Chirac en visite en Afrique noire.

Un organisme comme le BIT (Bureau international du travail), bien qu'il soit paritaire (avec le patronat et les gouvernements), serait déjà mieux indiqué pour veiller au respect des normes sociales fondamentales.

Mais il a ses limites. Il émet des normes indicatives qui n'ont pas force de loi. Les organisations syndicales, au Sud comme au Nord, peuvent, cependant, invoquer ces normes pour donner une légitimité à leurs revendications.

De plus, le BIT, comme d'autres organismes internationaux de l'ONU, comme le PNUD ou la CNUCED, est sous la pression d'un puissant lobby, au sein duquel les États-Unis jouent un rôle important. Et ce lobby est plutôt favorable à la liquidation des normes et des standards.

Une proposition à débattre pourrait être la création d'un Observatoire des

droits sociaux, autonome vis-à-vis de l'OMC, pour le respect des conventions du BIT.

Cet observatoire serait accompagné d'une Commission de surveillance, soutenue par les organisations syndicales et sociales internationales, et d'experts du BIT. Cette Commission aurait une mission de surveillance et de contrôle des normes sociales de l'OIT partout dans le monde, aussi bien dans les entreprises multinationales et locales qu'auprès des gouvernements pour ce qui concerne leurs politiques sociales. Un peu à l'instar d'Amnesty International, cet Observatoire des droits sociaux ferait des campagnes internationales, avec l'appui des organisations syndicales sociales et humanitaires, pour informer et dénoncer les atteintes aux droits syndicaux et sociaux.

Si des sanctions devaient être prises, aussi bien vis-à-vis des entreprises exportatrices que des gouvernements (par exemple, le boycott de certains produits, etc.), celles-ci devraient être réalisées à la demande des acteurs syndicaux et sociaux des pays concernés.

Encore une fois, ce qui est décisif, c'est la structuration du travail syndical sur le plan international, pas seulement au sommet, mais des rencontres entre délégations syndicales d'une même transnationale, d'un même secteur. Ce qui est décisif, c'est la solidarité et les initiatives communes des organisations politiques progressistes, sociales, humanitaires du Nord, du Sud et de l'Est.

Il existe un intérêt mutuel pour les travailleurs et les travailleuses ainsi que pour les populations du Nord, du Sud et de l'Est à ce que le progrès social s'étende continuellement et partout, non seulement en fonction de considérations morales et éthiques qu'il ne faut pas négliger, mais aussi en fonction d'intérêts communs objectifs. En effet, toute avancée sociale en matière de salaire et de conditions de travail dans une entreprise, dans un secteur ou dans un pays, conforte le rapport de forces des travailleurs et des travailleuses ainsi que des organisations sociales dans les autres entreprises, les autres secteurs et les autres pays.

Et ces avancées sociales (et juridiques) se réalisent surtout à travers les mobilisations sociales.



# Québec

## *Le retour aux deux solitudes*

Il y a 50 ans, un auteur canadien-anglais a publié un roman sur les rapports entre le Canada anglais et le Québec intitulé *Les deux solitudes*. Avec les résultats très serrés du référendum québécois sur la souveraineté du Québec — 50,5 % pour le Non et 49,5 % pour le Oui — le 30 octobre dernier, on peut parler d'un retour violent de ces deux solitudes mais cette fois-ci sous forme d'un antagonisme mutuel actif dont on ne peut pas encore mesurer avec précision les conséquences.

*Par Michel Lafitte*

*Montréal, novembre 1995*

**LES DEUX DERNIÈRES SEMAINES** de la campagne référendaire ont été marquées par un tournant démagogique vers un discours populiste et antinéo-libéral très prononcé de la part de la direction nationaliste bourgeoise du Québec et par l'organisation par les forces fédéralistes canadiennes d'une mobilisation sans précédent du chauvinisme canadien-anglais. Pourtant, le chauvinisme canadien-anglais, toujours latent mais jusqu'ici assez peu organisé, ne peut que prendre la forme du nationalisme canadien (maintenir l'unité de l'État canadien) parce que la nation dominante au sein de l'État fédéral canadien n'a aucune expression gouvernementale unifiée ni aucune unité géographique. L'État canadien est organisé en dix provinces et deux territoires, dont seul le Québec est majoritairement francophone. Les 9 autres provinces et les territoires canadiens anglais n'ont comme structure politique centrale que le gouvernement fédéral auquel le Québec participe. Et, géographiquement, le Québec divise les 4 provinces atlantiques des autres.

Au début de la campagne référendaire, en septembre, la grande bourgeoisie canadienne et son gouvernement fédéral, aussi bien que l'ensemble des forces politiques et des médias du Canada anglais, ont pris pour acquis que le vote serait négatif et facilement, par au moins 60 %. Et ils ne semblaient pas avoir tort. En effet, la stratégie référendaire — et traditionnelle — des nationalistes bourgeois modernes au Québec consiste à tenter de mobiliser la bourgeoisie québécoise francophone derrière le projet d'utilisation d'un État plus ou moins indépendant pour s'insérer comme quatrième composante de l'ALÉNA, associé junior des impérialismes américain et canadien et nouvel exploitateur du Mexique. Pour ce faire, ils ont passé des mois à effectuer et à publier des études sur les avantages de la souveraineté du Québec pour, ce que nous appelons, Québec Inc. et à rassurer la bourgeoisie américaine quant aux lettres de créance du Parti québécois et du

Bloc québécois comme gestionnaires responsables et fiables du néolibéralisme.

Peine perdue. A la mi-octobre, il était évident que littéralement aucun bourgeois québécois n'était prêt à prendre le risque de déstabiliser l'État canadien et l'ALÉNA dans une aventure à issue douteuse, telle une souveraineté trop appuyée par le mouvement ouvrier et le mouvement populaire québécois. Si l'État national n'est déjà plus adéquat pour garantir le taux de profit et l'accumulation du capital à l'époque de la mondialisation des capitaux et de l'offensive néolibérale, aucune fraction de la grande bourgeoisie n'a encore su trouver des structures politiques capables de remplacer cet État comme instrument fondamental de sa domination. Ceci est d'autant plus vrai pour la composante nord-américaine de la Triade étant donné la crise grave de personnel politique et de perspectives consensuelles des fractions économiquement hégémoniques de la bourgeoisie américaine, crise illustrée par la débâcle mexicaine, la paralysie partielle de l'appareil d'État provoquée par le conflit entre le Congrès et la présidence et par la tentation très forte de l'isolationnisme chez les Républicains dominants ce qui entrave, au moins en partie, la politique diplomatique-militaire du président des États-Unis.

**NON SEULEMENT LA GRANDE BOURGEOISIE** impérialiste canadienne s'est-elle mobilisée mais aussi la bourgeoisie des États-Unis qui a délaissé son rôle traditionnel de neutralité bienveillante à l'égard de l'unité canadienne pour faire intervenir Warren Christopher et Bill Clinton lui-même très durement dans les dernières semaines avec des menaces d'isolement du Québec en cas de victoire du Oui dans le référendum. Le fait que des dizaines de milliers de Québécois-e-s prennent leurs vacances d'hiver à Cuba a rendu très explicite cette menace.



Se trouvant donc orphelins de ce qu'ils croyaient être leur classe d'attache, les dirigeants nationalistes bourgeois québécois n'ont eu de choix que de s'appuyer sur une mobilisation de l'opinion ouvrière et populaire contre les affres du néolibéralisme rampant et vicieux qui règne au Canada anglais et dont le gouvernement fédéral est le chef d'orchestre. Rapidement relayée et avec enthousiasme par les directions syndicales québécoises tout acquises à l'alliance avec les nationalistes bourgeois, cette campagne a galvanisé le vote de la majorité des francophones au Québec et dans la dernière semaine de la campagne, il semblait que le Oui avait pour la première fois une forte possibilité de l'emporter.

**ET LÀ, LA GRANDE BOURGEOISIE CANADIENNE** et l'ensemble des médias et des partis politiques canadiens-anglais, des sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique jusqu'aux droitières du Reform Party ont rejoint le gouvernement fédéral libéral du premier ministre Jean Chrétien pour mobiliser le chauvinisme canadien-anglais non seulement au Canada anglais mais avant tout au sein des importantes communautés anglophones et allophones (immigré-e-s de longue et de fraîche date) au Québec (voir les encadrés sur le vote aborigène et le vote anglophone et allophone). Le Parti libéral du Canada, les compagnies de transport, privées et étatisées, les institutions scolaires anglophones du Québec et du Canada anglais, des municipalités de l'Ontario anglophone voisin, ont organisé à Montréal une grande manifestation en faveur de l'unité canadienne trois jours avant le vote. Un billet d'avion aller-retour Vancouver-Montréal qui coûte normalement 1 500 \$CAD ne coûtait que 99 \$CAD pour assister à la manif. Une campagne de presse délirante s'est déclenchée pour traiter tous ceux et celles qui prônaient la souveraineté du Québec de racistes anti anglophones, anti immigré-e-s et anti aborigènes. Des centaines d'entreprises ont menacé de quitter le Québec après une victoire du Oui. Tous les fléaux d'Égypte étaient imputés aux sales séparatistes, de la chute du dollar canadien au déficit fédéral.

L'État canadien était aux prises avec la pire crise depuis sa création et tous les moyens étaient bons. Le Premier ministre fédéral a refusé de s'engager à respecter le résultat du référendum en cas de Oui majoritaire et a parlé d'utiliser les « pouvoirs extraordinaires » que lui accorde la Constitution canadienne adoptée unilatéralement par le Canada anglais en 1982 contre la volonté unanime de l'Assemblée nationale québécoise. La gauche canadienne anglaise et surtout le mouvement ouvrier canadien anglais ont au mieux brillé par leur silence, marqués comme ils sont par la fer du nationalisme canadien. Le Syndicat canadien de la fonction

publique (SCFP – le plus gros syndicat pan-canadien du secteur public) a tenu son congrès à Montréal pendant la dernière semaine de la campagne référendaire. Sous les pressions de son aile québécoise très autonome et très indépendantiste, le congrès a adopté une résolution en faveur de l'autodétermination mais les mêmes délégué-e-s canadien-ne-s anglais-es ont quitté massivement le congrès le vendredi pour assister à la manifestation fédéraliste pour l'unité du Canada où les déclarations sur l'utilisation des « pouvoirs extraordinaires » ont été follement applaudies. Seule, une minuscule minorité courageuse, de l'ordre de quelques centaines de militants et surtout de militantes, a osé se prononcer publiquement pour le droit inconditionnel à l'autodétermination du Québec et des nations aborigènes.

**ET CELA A MARCHÉ** mais tout juste, à peine un pour-cent. Il s'agit effectivement d'une défaite de l'ensemble des forces vives de la nation québécoise même si ces forces avaient laissé la direction du mouvement national entre les mains de dirigeants bourgeois. Cependant, la crise n'est pas pour autant terminée. Près de 70 % des Québécois-es francophones n'acceptent plus la légitimité de l'État fédéral canadien. 50 % de l'ensemble des Québécois-es croient que le fédéralisme n'est pas réformable. Aucune force politique fédéraliste n'a la moindre proposition crédible de réforme du fédéralisme apte à rétablir ce minimum de crédibilité. La droite du Reform Party, grand gagnant de la mobilisation chauvine, propose une dévolution des pouvoirs à l'ensemble des provinces pour mieux mener le démantèlement de l'ensemble des mesures de sécurité sociale. Pour la première fois, des représentants du secteur financier de la bourgeoisie canadienne, sa principale et hégémonique composante, côtoient ouvertement les ténors racistes et chauvins du Reform Party, ce qui laisse prévoir une «Gingrichification» de la vie politique canadienne-anglaise. Les sociaux-démocrates du NPD s'opposent à toute décentralisation au nom de la défense de ces mêmes programmes sociaux. Les Libéraux au pouvoir à Ottawa procèdent'éventuellement à appliquer la médecine néolibérale des coupures qui frappent plus durement la classe ouvrière québécoise étant donné sa vulnérabilité économique (plus de 12 % de chômage officiel depuis 1979) sans aucune proposition sur la question nationale.



Le Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau a annoncé sa démission le lendemain de la défaite référendaire, jusqu'à ce que Lucien Bouchard, chef du Bloc québécois, l'aile fédérale du mouvement nationaliste bourgeois, annonce son intention de remplacer Parizeau (son élection par le Parti québécois est une certitude) le gouvernement québécois était relativement paralysé. Le programme de Bouchard consiste à proposer un autre référendum au

moment opportun après avoir offert un partenariat égal au Canada, « assainir » les finances publiques du Québec et protéger la sécurité sociale face aux coupures du fédéral. La tendance naturelle du PQ serait de continuer à être les gestionnaires responsables du capitalisme reportant sur le gouvernement fédéral tout l'odieux des suppressions de postes dans le secteur public et les réductions drastiques dans les services sociaux. Mais plus de 67 % des Québécois-es francophones veulent un autre référendum, assez rapidement convaincus qu'il serait possible de le remporter cette fois. La plupart des forces vives du mouvement nationale considèrent que la victoire leur a été volée.

**LES DIRECTIONS SYNDICALES** québécoises qui ont joué un rôle majeur de conseillers auprès des dirigeants nationalistes lors de la campagne référendaire veulent continuer à exercer des pressions sur le gouvernement provincial pour que celui-ci agisse en « visage humain » du néolibéralisme. Mais, en plein milieu de la campagne, ces directions ont fait accepter des conventions collectives au rabais dans le secteur public et parapublic (santé, éducation, services sociaux, transport public, etc.) dont les répercussions sur l'emploi et les cadences de travail n'ont pas encore été senties par les membres syndiqués. Quant au mouvement populaire et communautaire, il est en plein désarroi puisqu'un des mécanismes que le gouvernement a trouvé pour donner un visage « humain » à ces coupes est de transférer des fonds très réduits aux organismes communautaires pour qu'ils se substituent au travail des syndiqué-e-s du secteur public.

**SEUL LE MOUVEMENT** des femmes, qui avait fait une mobilisation spectaculaire contre la pauvreté des femmes en juin dernier, semble vouloir et être en mesure de maintenir une mobilisation réelle. Des manifestations en faveur d'une augmentation importante du salaire

## Le Non des nations aborigènes ?



Il est un fait indéniable que, là où elles ont voté, les nations aborigènes du Québec ont massivement appuyé le Non. Ailleurs, c'était la non participation presque totale. Pour beaucoup de partisans du Oui dans le Sud, ce vote est à peu près inexplicable sauf par un genre de théorie de complot. Selon cette théorie, les peuples aborigènes auraient été sciemment « manipulés » par le gouvernement fédéral et par leurs propres directions à la solde du fédéral.

Il y a une toute petite part de vérité dans cette théorie. En effet, depuis 25 ans, le gouvernement fédéral, par le biais de son Ministère des affaires indiennes et du nord et par le biais d'une intervention consciente du Parti libéral du Canada, s'est efforcé de créer une élite aborigène scolarisée qui lui soit redevable.

Mais cette explication ne suffit absolument pas pour expliquer le degré massif d'unanimité du rejet du Oui chez les Eeyou (Cris), Innu (Montagnais) et Inuit du grand Nord au Québec ni la méfiance profonde des autres nations aborigènes plus au sud. Les peuples aborigènes ne sont ni des enfants ni des moutons que des dirigeants corrompus peuvent facilement embarquer en bloc derrière eux. Il faut chercher l'explication de leur vote massif contre l'indépendance du Québec ailleurs.

D'abord, il faut constater que des référendums aborigènes ne se sont tenus que dans le grand nord. Ailleurs, les nations autochtones ont tout simplement refusé de prendre part au vote. Cette distinction n'est pas le fruit du hasard. Les « bienfaits » de la civilisation « blanche » ne sont arrivés dans le grand Nord que lors de la prise de contrôle effective de ce territoire par le gouvernement de Québec — dans les années 50 pour les Innu (Montagnais) du Labrador québécois et dans les années 70 autour du premier projet de la Baie James. Avant cela, le tuteur fédéral et anglophone n'était que peu présent — sauf pour distribuer quelques chèques — et le mode de vie traditionnel des aborigènes ne connaissait que l'impact de la traite de fourrures et des pourvoiries de chasse et de pêche.

Avec l'ouverture des mines de fer du Labrador et des mégaprojets d'Hydro-Québec sont arrivées de véritables armées de fonctionnaires, d'enseignants et de travailleurs « blancs » qui dans leur écrasante majorité ne parlaient, bien sûr, aucune langue aborigène ni la langue seconde, l'anglais, que le fédéral et les compagnies de fourrures avaient imposé sur les premiers habitants. Et avec eux sont arrivés, la destruction des eaux et des forêts, l'alcool, la drogue, encore plus de missionnaires, la violence conjugale et sexuelle, la déculturation et l'acculturation.

Le fait que cette invasion était l'oeuvre de gouvernements québécois fédéralistes et bénéficiait du soutien indirect du gouvernement fédéral ne change en rien qu'elle était le fait de « Québécois francophones » la plupart du temps totalement insensibles sinon racistes à l'égard des nations et des cultures présentes sur le terrain depuis des millénaires. Le comportement aussi insensible et hautain des divers gouvernements péquistes n'a rien fait pour changer cette dure réalité.

Le deuxième élément d'explication devrait être facilement compréhensible. Du point de vue des petites nations aborigènes, il est préférable que l'ennemi « blanc » soit divisé, donc que la guerre Québec-Ottawa continue. Les nations autochtones du Sud n'ont pas oublié que leur défaite n'est venue qu'à partir du moment où il n'y avait qu'un seul gouvernement d'origine européenne en Amérique du nord, lors de la conquête britannique de 1759. Auparavant, Français et Britanniques pactisaient avec elles pour chercher leur soutien dans le conflit qui les opposait les uns aux autres dans la colonisation et le commerce. Cela ne s'oublie pas facilement et il est de « bonne guerre » pour les nations aborigènes de vouloir maintenir la concurrence entre le provincial et le fédéral ; elles peuvent y chercher des gains. Voilà pourquoi plusieurs dirigeants autochtones du Sud ont fait de mises en garde auprès de ceux du Nord contre toute tentation d'être trop acquinés au fédéral.

Dans ce contexte, il est évident que la politique du PQ et du BQ qui consistait à dire aux peuples aborigènes que « nous allons maintenir la politique du fédéral à votre égard » — bref, le statu-quo dans les relations avec ces nations avec peut-être quelques dollars de plus — a plutôt servi à rebuter n'importe quel aborigène qui se respecte. Le fait que le Canada anglais soit aussi sinon plus raciste à l'égard des peuples aborigènes ne saurait justifier cette attitude foncièrement « impérialiste ». On ne peut pas plus forcer les nations aborigènes à se définir comme étant des « Québécois comme les autres » que le fédéral peut nous convaincre que nous ne sommes que des « Canadiens comme les autres ».

M.L.

minimum sont prévues pour le 8 mars prochain. En général, les liens entre les mouvements sociaux du Québec et du Canada anglais, déjà assez faibles avant le référendum, sont devenus assez tendus. On ne peut que difficilement oublier le nombre de fois, depuis 25 ans, que les mouvements canadiens anglais ont laissé leurs contreparties québécoises se mobiliser toutes seules.

**DANS TOUT CECI, LA GAUCHE QUÉBÉCOISE** ne joue qu'un rôle assez relatif. Il n'a jamais existé au Québec de parti ouvrier de masse ou même s'y approchant, que ce soit réformiste ou stalinien. L'extrême gauche a atteint son apogée à la fin des années 70 lorsque, toutes tendances confondues mais avant tout les maoïstes, elle pouvait mobiliser plus de 10 000 militant-e-s. Mais les maoïstes et les stali-niens pro-Moscou – assez faibles il faut dire – avaient rejeté la revendication de l'indépendance et ont volé en éclats au début des années 80. Il n'existe actuellement que quelques bribes senderistes et anarchistes pour rejeter la lutte nationale au nom d'une unité ouvrière pan-canadienne abstraite.

Plus récemment, des individus qui ont quitté le Parti québécois sur la gauche, le courant nationaliste de gauche radical autour de l'ancien dirigeant du Front de libération du Québec, Paul Rose, et quelques petites organisations de gauche, dont les partisans de la Quatrième internationale au Québec, Gauche socialiste, sont entrés dans l'ancien parti social-démocrate, le NPD-Québec pour fonder le Parti de la démocratie socialiste comme lieu partidaire d'unité des forces qui veulent que la classe ouvrière et le mouvement populaire arrachent la direction du mouvement national aux mains des nationalistes bourgeois. Le PDS, qui a la particularité pour l'Amérique du nord de non seulement reconnaître le droit des courants organisés en son sein mais de l'encourager comme forme essentielle du débat démocratique, est encore tout petit et ne peut pas prétendre devenir de façon linéaire un parti de masse. Cela proviendra de ruptures de pans entiers de la classe ouvrière et du mouvement populaire avec la politique de collaboration de classe avec les nationalistes bourgeois. Et pour que ces ruptures aient lieu, il faudrait une nouvelle montée de luttes de masse. Mais nous faisons tout pour poser les jalons d'un tel renouveau des luttes sociales tout en se plaçant pour devenir une alternative minimalement crédible aux directions nationalistes sur le plan d'une fusion de la lutte nationale avec les luttes sociales. Ainsi le PDS a impulsé la création d'un Réseau pour la souveraineté populaire dès le printemps dernier autour d'une plate-forme en 6 points appelée «Pour un Québec pour tout le monde».

**L'INTERVENTION DU PDS** et du Réseau dans la campagne référendaire qui disait fondamentalement «Oui à souveraineté, non au PQ» a rencontré des échos réels et nous a permis de nous renforcer. Dans la situation confuse et tendue qui résulte du référendum il faut éviter l'écueil de recruter sur la base d'un bilan intelligent mais de perdre ces mêmes personnes si une démoralisation profonde s'installe face à l'inaction des nationalistes bourgeois et à la collaboration éhontée des directions officielles du mouvement ouvrier. Il faut savoir enraciner le PDS dans les mouvements sociaux réellement existants quelles que soient leurs limites et leur confusion. Il faut offrir des perspectives concrètes à moyen et à long terme. Nous avons du pain sur la planche.



## *France*

### *Succès de la manifestation pour les droits des femmes*



**C'est un succès immense qu'a rencontré la manifestation en défense des droits des femmes samedi 25 novembre 1995 à Paris.**

**Au moins 40 000 manifestant (e)s ont défilé dans les rues de Paris et cette initiative a rassemblé des femmes de toutes les générations. Les jeunes en particulier n'ont pas manqué à l'appel. Il s'agissait de défendre le droit de choisir, le droit à l'emploi des femmes et l'égalité femmes/hommes contre la remontée de l'ordre moral.**

**Cette manifestation organisée depuis plusieurs mois à l'initiative de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), qui se bat depuis 1990 pour défendre le droit de choisir, a permis qu'un cadre très large et très unitaire se mette en place. C'est bien la première fois que 140 associations, partis et syndicats se retrouvent au coude à coude, avec les structures féministes, pour défendre les droits des femmes.**

**Il est vrai que la dégradation de la situation des femmes en France rendait urgente une riposte à la hauteur des attaques. Le chômage, la précarité et la flexibilité des emplois les touchent en premier lieu et, de plus, elles subissent toujours en écart de salaire d'environ 30 % en leur défaveur. Par ailleurs, les droits à l'avortement et à la contraception, acquis des luttes féministes menées dans les années 70, sont aujourd'hui menacés. La remontée de l'ordre moral liée à la progression de l'extrême droite en France, l'activisme des intégristes catholiques constituent une pression permanente pour revenir en arrière. Depuis 1990, quatre-vingt actions commandos anti-IVG ont été répertoriés par la CADAC. Lors des procès, leurs auteurs écotent des peines assez dérisoires même si il a été possible d'obtenir, en janvier 1993, une nouvelle loi pour délit d'entrave à l'IVG. En plus de cette offensive idéologique, la politique de maîtrise des dépenses de santé a conduit, depuis plusieurs années, à des difficultés croissantes dans l'accueil des femmes qui décident d'avorter. Ce phénomène lié aux limites de la loi dite « Veil » (délai, autorisation parentale pour les mineures, clause de conscience pour les médecins, restriction pour les femmes de nationalité étrangère, etc.) conduit à ce que, aujourd'hui, en France des femmes ne trouvent pas de solutions. 5 000 d'entre elles doivent donc aller avorter en Grande Bretagne ou aux Pays-Bas.**

**La réussite totale de cette manifestation est un camouflet pour tous ceux qui à droite et dans l'église refusent aux femmes de prendre toute leur place dans toutes les sphères de la société.**



# Viet-nam 1995

Un trotskyste vietnamien vivant en France depuis la fin des années 50 vient de passer quelques mois au Viet-nam. Il livre ses impressions à *Inprecor*.

*Propos recueillis par Jean-Michel Krivine  
le 15 octobre 1995*

***Inprecor* : Récemment notre ami Hoang Khoa Khoi relatait dans Rouge ( n° 1636- 4 mai 1995 ) son retour au Viet-Nam qu'il n'avait pas revu depuis 1940. Est-ce ton cas ?**

**Tuân** : Mon cas est différent. Je suis en France depuis la fin des années 50 et je suis retourné pour la première fois au pays en 1990. Depuis, j'y vais au moins une fois par an.

## ● As-tu encore de la famille proche là-bas ?

J'ai deux frères qui symbolisent assez bien l'évolution des cadres du Parti au Nord et au Sud. Celui de Hanoi a des responsabilités importantes dans l'administration. Il fait partie de la Nomenklatura et bénéficie de ses privilèges. C'est un stalinien pur et dur qui refuse toute remise en cause du PC.

Celui de Ho Chi Minh-Ville est maintenant à la retraite. Ce vieux militant du PC dans le Sud avait rejoint Hanoi après les Accords de Genève de 1954. En 1968, il devait descendre au Sud pour participer à l'Offensive du Têt, son barda était déjà prêt quand un contre-ordre est arrivé. La Sécurité s'était rendu compte qu'il avait un proche à l'étranger, employé par une grosse firme capitaliste. Il n'était donc plus assez sûr.... Il n'est retourné au Sud qu'en 1975 avec les troupes du Nord.

C'est un idéaliste qui ne possède toujours pas de villa (contrairement à la plupart de ses anciens compagnons) et qui commence à comprendre des tas de choses. Quand j'allais chez lui, il y a quelques années, il avait disposé au-dessus de l'autel des ancêtres le portrait de Ho Chi Minh ainsi que toutes ses décorations. Maintenant il n'y a plus rien.

● **Dans son numéro de janvier 1995, *Inprecor* a publié un copieux article de l'universitaire canadien Michel Chossudovsky, intitulé « Viet-Nam. La nouvelle guerre ». Qu'en penses-tu ?**

Je pourrais dire que globalement je suis d'accord avec les grandes lignes de son texte. Il est vrai que "le néo-libéralisme constitue la doctrine officielle du Parti communiste". Il est vrai que l'on est en train de démolir l'économie d'Etat et

de brader au capital étranger la base industrielle du Viet-Nam. Ce qu'il dit sur le caractère artificiel de l'augmentation du Produit intérieur brut (PIB) est également exact puisqu'elle provient essentiellement de l'essor des exportations. De même ses développements sur la destruction de l'éducation et l'effondrement du système de santé.

Je trouve cependant sa description un peu manichéenne, probablement parce qu'il n'a pas eu la possibilité de se rendre récemment sur place. Je ne suis pas d'accord pour parler d'« appauvrissement du peuple vietnamien ». Indiscutablement les gens vivent un peu mieux depuis 1990 et cela a des répercussions sur leur comportement. Par exemple, jusqu'à une date récente, on ne pensait qu'à gagner de l'argent, pour survivre. Tout le monde rêvait de trouver un poste dans une entreprise étrangère où le salaire était plus élevé et surtout régulièrement payé. Maintenant certains hésitent : un sentiment nouveau de dignité, de fierté nationale est en train d'apparaître; on ne veut plus que le pays soit vendu aux enchères aux capitalistes étrangers (notamment japonais). Evidemment, cela ne concerne qu'une petite minorité mais c'est assez révélateur.

## ● Qu'en est-il de la liberté de parole et de la liberté de la presse ?

A Ho Chi Minh-Ville, on peut parler librement (à Hanoi, c'est différent). Ca discute ferme dans les « restaurants de trottoir » (les « radio-trottoirs »). Autour d'une tasse de café ou d'un bol de pho, tout y passe : « Comment, vous ne saviez pas que Vo Van Kiet est un grand cavaleur et que sa dernière femme lui pose des tas de problèmes ? Dô Muoi, oui, il est honnête mais parlons plutôt de ses proches. Je ne peux rien vous dire de Phan Van Khai, le vice-premier ministre, mais à Hanoi c'est son fils qui est responsable d'un projet d'hôtel financé par du capital étranger(...) »

Les journaux sont très lus, surtout Saigon Giai Phong, Tuôi Tre, Thanh Nien. Mais c'est une « liberté de presse surveillée » : il est impossible de créer un nouveau journal, cependant maintenant on peut critiquer. Dans ce domaine, Thanh Nien (Jeunesse) et Tuôi Tre (Jeune Age) se font de la concurrence à Ho Chi Minh-Ville. Ils mènent des enquêtes pour présenter (et non dénoncer) des scandales financiers, la pollution, la dégradation des hôpitaux, de l'éducation, etc. Tout cela sous le regard vigilant de la section spéciale A25 de la Sécurité qui s'occupe de tout ce qui

## ★ VIET-NAM

est littéraire. Il faut également savoir que si l'on peut critiquer avec discernement le stalinisme, Staline lui-même et, bien sûr, Ho Chi Minh, demeurent des sujets tabous.

### ● La Sécurité a donc toujours un rôle essentiel ?

Oui, mais elle ne peut plus tout contrôler à cause du progrès technique. Jusqu'en 1991, toutes les lignes téléphoniques avec l'étranger étaient surveillées par les opérateurs d'une centrale manuelle et il n'y avait pas de fax. Maintenant il y a des fax et des centrales automatiques (merci à Alcatel et aux firmes australiennes). Depuis un an, le réseau d'ordinateurs s'étend, certains se sont déjà branchés sur Internet. Un enseignement privé sauvage se répand dans trois domaines : l'informatique, la gestion économique, les langues étrangères (surtout l'anglais).

La plupart des jeunes de Ho Chi Minh-Ville veulent avant tout gagner de l'argent et jouir de la vie. La « lutte héroïque du peuple vietnamien pour son indépendance » est déjà de l'histoire ancienne.

● **Récemment est paru en Suisse le livre d'une « Viet Kieu » suisse, Nhung Agustoni-Phan : Viet-Nam, nouveau dragon ou vieux tigre de papier ? (ed. Olizane-Genève-1995).** Elle s'inquiète de l'évolution du pays vers l'économie de marché et la société de consommation, alors que l'objectif principal de la vieille garde du parti semble être la seule conservation du pouvoir absolu. Elle craint une explosion de mécontentement social. Quel est ton avis ?

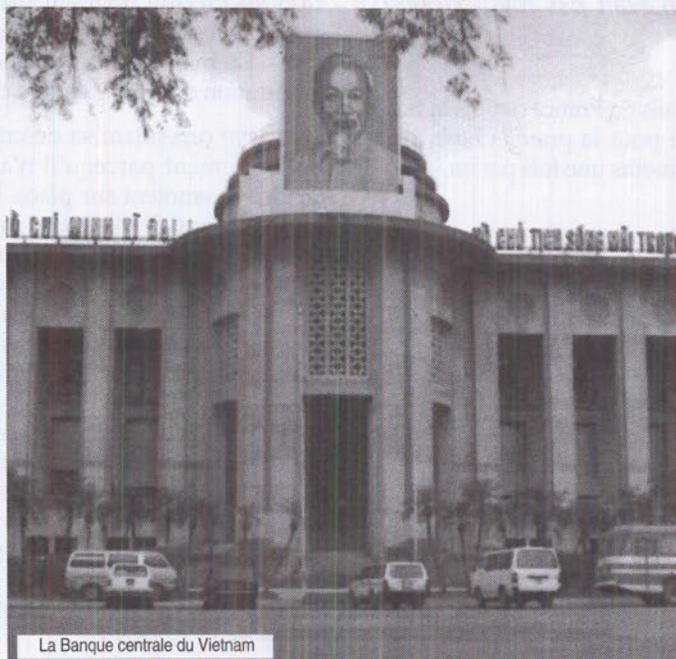
J'ai lu ce livre et ai bien apprécié toute sa partie critique. Effectivement la nomenklatura veut à tout prix garder le pouvoir en assurant la transformation capitaliste de l'économie, comme en Chine. A partir de 1987, sous l'influence de la pérestroïka soviétique, la direction du PCV a du prendre un virage néo-libéral mais elle a tenté de le faire « à la vietnamienne », sous le contrôle absolu d'un PC dont les chefs étaient divisés, la moitié demeurant « conservateurs ». Perspicaces, les « libéraux » ont alors expédié leur progéniture à Harvard et à Oxford pour y apprendre le « management » et depuis 1992-1993 ce sont les « retours de Harvard » qui tiennent l'économie.

Dans les hautes sphères, on suit de très près ce qui se passe en Chine et dans les pays de l'ex-« socialisme réel ». L'insti-

tut des sciences sociales de Hanoi a traduit des livres chinois sur « l'économie socialiste de marché » mais à usage strictement interne pour le parti. J'ai pu les consulter mais non les emporter ; ils auraient été confisqués à la douane. L'économie correspond à la description de Chossudovsky : il n'y a pas de « noyau dur » industriel, même pas un secteur national privé produisant de nouvelles richesses, ce que les économistes appellent de la « valeur ajoutée ». Il n'y a que de l'industrie de transformation pour l'exportation notamment dans le textile ( vêtements, chaussures, etc.). Le PIB comportant le revenu des exportations (pétrole, matières premières, thé, café, riz, caoutchouc) et des services (tourisme, hôtels), son augmentation ne signifie en rien un décollage économique bénéficiant à la population.

Fin 1987, une loi est passée au sujet des investissements étrangers : elle permet de rapatrier sans problèmes profit et capital. Récemment seulement, sont parus des textes concernant les investisseurs vietnamiens.

### ● Où en est la répression politique et les gens ont-ils entendu parler de l'arrestation de Hoang Minh Chinh ?



La Banque centrale du Vietnam

Hoang Minh Chinh n'est connu que chez les intellectuels et la presse n'a pratiquement rien dit à son sujet. Le Vietnamien moyen n'est au courant de rien. Pour la minorité qui a pu suivre l'affaire, c'est un coup monté par la direction du PC avant le VIII<sup>e</sup> Congrès prévu en juin 1996, à destination des opposants.

Il y a d'ailleurs une autre affaire dont très peu de gens ont parlé en France: en Novembre 1993 devait se tenir à l'hôtel Métropole de Ho Chi Minh-Ville un colloque sur « Viet-Nam : croissance et dévelop-

pement », organisé par des rescapés du mouvement nationaliste Dai Viet (il s'appelle maintenant Tân Dai Viet), avec la participation d'un avocat américain marié à une Vietnamiennne et parlant la langue, Stephen Young.

Des conversations téléphoniques préalables entre Paris et Ho Chi Minh-Ville et même des interviews avaient pu être effectuées sans aucune difficulté. Puis brutalement, la rencontre est interdite et les responsables sont arrêtés pour propagande anti-socialiste et tenue d'une réunion illégale. Stephen Young a été expulsé, les autres ont eu droit à un procès en août 1995 auquel assistait un délégué de la représentation US au Viet-Nam (il y avait deux Vietnamiens de nationalité américaine), par autorisation spéciale du gouvernement vietnamien. Les inculpés ont écopé de 4 à 15 ans de prison ferme. Un seul journal en a parlé une seule fois. Donc, contrairement à ce que clament ses défenseurs, l'introduction du « tout marché » n'implique pas celle de la démocratie.

### ● Y a-t-il des mouvements sociaux et crois-tu à la

## *Le droit de grève est reconnu \**

Le Vietnam a adopté son premier Code du travail et a reconnu un droit limité à la grève (...). Le gouvernement a choisi de ménager la chèvre et le chou : un droit de grève limité, dernier recours après l'échec de la conciliation. Les employés pourront cesser le travail si plus de la moitié des membres de la direction syndicale de l'entreprise votent à bulletin secret en faveur de la grève.

En revanche, le Code du travail ne prévoit pas de salaire minimum, à la déception des syndicats qui souhaitent que l'on réinstalle un tarif de 50 dollars par mois. Ce tarif a été abaissé l'an dernier à 35 dollars pour ne pas dissuader les investisseurs étrangers de s'implanter au Vietnam.

\* Extrait d'une dépêche de l'Agence France Presse (AFP).

24 juin 1994

### *possibilité d'une explosion sociale comme le craint la Viet Kieu suisse ?*

La situation sociale se tend depuis quelques années. A Ho Chi Minh-Ville, depuis deux ans, il y a des grèves spontanées. Elles sont dues à des conditions de travail qui rappellent l'exploitation coloniale. Les firmes étrangères (en particulier sud-coréennes) exploitent sans vergogne leurs salariés en leur donnant 20 à 25 dollars par mois pour plus de 8 heures de travail quotidien (le salaire minimum officiel pour les joint-ventures est de 35 dollars alors qu'il n'est que de 15 à 20 dollars pour les entreprises d'Etat). Souvent les femmes sont battues. Les syndicats officiels ne font rien. Récemment, un scandale a défrayé la chronique : une société (L.O.D.) recrute des marins pour les bateaux de pêche étrangers. Ils partent de six à neuf mois sur des embarcations taiwaniennes ou coréennes. Au passage, L.O.D. a prélevé une dîme. En mer, les malheureux sont astreints à des horaires de 14 à 16 heures de travail, ils sont mal nourris, frappés avec des barres de fer. A bout de nerfs, certains se sont échappés en se jetant à l'eau, plusieurs ont été dévorés par les requins. Quelques uns ont pu débarquer à Tahiti ou en Espagne. C'est le journal Thanh Nien qui en a parlé. Quant à L.O.D., non seulement il ne mène aucune enquête mais il cherche à les noircir en les accusant de vouloir fuir leur pays. Heureusement, il existe des témoignages des polices française et espagnole.

Dans un autre domaine ont été prises des mesures qui sont très mal ressenties. Récemment, le gouvernement a décidé de « rendre plus belles » les grandes villes en procédant à la « libération des chaussées et des trottoirs des rues ». Il est vrai que des mesures sont nécessaires pour améliorer la sécurité de la circulation dans certains quartiers mais ici on a procédé de manière brutale, sans discernement, provoquant le mécontentement de ceux qui vivent d'un commerce installé ou débordant sur le trottoir. C'est la même chose avec les cyclo-pousse à qui l'on a interdit un certain nombre d'artères.

L'explosion sociale redoutée par Nhung Agustoni-Phan n'est pas à exclure. Mais quand ? Le PC en est conscient et cherche à l'éviter grâce à une modeste élévation du niveau de vie.

### ● *Y a-t-il encore des gens se réclamant de l'anti-impérialisme, du socialisme ?*

On trouve des groupes socialisants dans l'émigration, en Allemagne ou en Tchécoslovaquie, mais au Viet-Nam ce ne sont que des individus. L'anti-impérialisme de la guerre de libération est bien mort d'autant que le gouvernement présente en permanence les USA comme un partenaire incontournable. Chez certains jeunes, on observe un regain d'intérêt pour une voie spirituelle non-violente, moralisante, inspirée d'un mélange de confucianisme et de bouddhisme.

### ● *Pourtant, on a l'impression que les livres de Trotsky que nous avons récemment sortis en vietnamien ou même les textes trotskystes éveillent un intérêt plus grand au Viet-Nam qu'en Russie ou en Pologne ?*

C'est exact, car il existe une véritable tradition trotskyste au Viet-Nam, notamment dans le Sud. Les nationalistes (et pendant une période, les communistes) ont travaillé avec eux et les ont estimés. Ta Thu Thâu était considéré comme « un bon patriote » et même, pour certains, « un bon communiste ». Le PC a fait débaptiser sa rue à Saigon mais les gens l'appellent toujours rue Ta Thu Thâu. Dans le Sud personne n'a cru aux calomnies déversées contre nous. Nos documents circulent bien, surtout chez les intellectuels.

### ● *Puisque nous avons parlé de Ta Thu Thâu, j'aimerais te poser une dernière question. Elle concerne son assassinat par les stalinien en septembre 1945. Il paraît qu'on sait mieux maintenant comment ça c'est passé.*

C'est vrai. Récemment, un vétéran vietnamien réfugié aux Etats-Unis, a envoyé une lettre à un Comité nationaliste siégeant à Paris. Ce comité était certes lié à la droite mais la lettre est très précise. Son auteur demande qu'on fasse une enquête sur la façon dont, selon lui, le Viet Minh a liquidé des milliers d'opposants (dont Ta Thu Thâu) dans la province de Quang Ngai. Il donne le nom de son assassin (le maire d'un village) ainsi que les noms de ses supérieurs. En 1949, un témoin oculaire avait raconté comment ça s'était passé. A trois reprises, un peloton d'exécution viet minh aurait refusé de tirer sur Thâu qui le haranguait, renouvelant ainsi le geste héroïque du trotskyste grec Poliopoulos, en juin 1943, devant le peloton italien, obligeant ainsi les officiers à accomplir la besogne. Pour Thâu, seul un jeune viet minh accepta de l'assassiner au couteau. Il en fut récompensé par le parti qui le fit nommer président du Comité populaire du district. D'après le réfugié cité plus haut, l'assassin était resté militaire au Sud en 1954 et fit 10 ans de baigne sous Diem. Il est ensuite retourné à Quang Ngai où il vit tranquillement aujourd'hui. Peut-être acceptera-t-il un jour de parler.



# J'ai vu mourir Ta Thu Thau

Document  
NGUYEN VAN THIEP  
juillet 1949

Ta Thu Thâu est né en 1906 au Viet Nam du sud. Il sera d'abord nationaliste et exercera la profession d'instituteur. Il s'embarque pour la France en 1927 et, à 23 ans, rejoint l'Opposition de gauche trotskyste. Il sera expulsé en 1929 pour son activité militante. Il anime alors un des groupes trotskystes qui subira la répression colonialiste. C'est alors que se produisit un évènement exceptionnel à cette époque: trotskystes et staliniens réalisèrent un front unique à Saïgon et éditèrent ensemble le journal « La lutte » de 1933 à 1937. Il fut élu au conseil municipal de Saïgon en 1935 et jouissait d'une très grande popularité. Thâu fut encore arrêté à plusieurs reprises et expédié en 1940 au bagne de Poulo-Condor. Il le quitta fin 1944 et aussitôt se remit à son activité militante. C'est alors qu'il se rendait dans le sud, en septembre 1945, qu'il fut assassiné par le Viet Minh en même temps que nombre de militants trotskystes. D'après Daniel Guérin, Ho Chi Minh lui aurait dit peu après: « Ce fut un grand patriote et nous le pleurons. Mais tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés ».

Tous ceux qui passaient par Quang Ngai, en septembre 1945, connaissaient l'atmosphère de terreur qui régnait sur la ville. (....)

La prison de Phu Tho est située sur un vaste terrain avec, au fond, un long bâtiment flanqué de deux ailes. Au milieu du terrain se dresse un grand mât avec son drapeau. (....)

Ma cellule mesurait 2 mètres de côté et nous y étions enfermés à seize. Il n'y avait qu'une seule porte donnant sur la cour. (....)



Un matin, je somnolais debout, appuyé contre la porte, quand tout à coup j'entendis crier: « Ta Thu Thâu ! Ta Thu Thâu ! » Je me réveillai en sursaut.

Ta Thu Thâu ? Oh, mon dieu ! J'avais déjà entendu parler de lui pendant mes années scolaires. Je l'admirais pour son courage, ses luttes, ses

sacrifices. (....)

Mes compagnons de cellule essayaient de regarder à travers les fentes de la porte. Devant une cellule située de l'autre côté de la cour, on voyait 7 à 8 types munis d'épées, de fusils et de grenades. Parmi eux se trouvait le président du village (je crois qu'il était aussi directeur de la prison). Ils faisaient sortir un homme maigre que j'ai tout de suite reconnu comme étant Ta Thu Thâu.

\* Cet article a été publié en deux parties dans les n° 7 et 8 (juin et juil. 1949) du bulletin *Hon Nuoc* (L'âme du pays), bulletin intérieur du Rassemblement des travailleurs vietnamiens, hebdomadaire nationaliste paraissant chaque jeudi, siège : 45-45 bis av. de Villiers Paris (17<sup>e</sup>)



Il portait une chemise à manches courtes avec deux petites poches sur la poitrine, un pantalon et des chausures jaunes. Ses vêtements étaient froissés et sales, souillés de sang à la suite des mauvais traitements qu'il avait subis. Il était émacié, hirsute mais ses yeux restaient calmes et il me semblait même qu'il ébauchait un sourire.

La discussion allait bon train parmi mes compagnons d'infortune :

- Cette fois-ci, il va mourir !

- Ah, les salauds !

Le président du village ne cessait de crier des ordres. Le groupe se mit en marche et disparut derrière une haie d'arbres qui limitait un terrain vague servant de lieu d'exécution. (...)

Mes compagnons affirmaient que Tha Thu Thâu était accusé d'être un contre-révolutionnaire et de vouloir renverser le pouvoir populaire. Quelqu'un cria : « Son crime est bien plus grave. Son grand crime, c'est d'être aimé par le peuple »!

Le milicien qui gardait notre cellule (je ne sais pourquoi mais il m'avait pris en sympathie et me parlait quelquefois) me raconta une autre histoire.

D'après lui, le comité de Quang Ngai ne savait pas pourquoi on devait arrêter Ta Thu Thâu. Il avait simplement reçu un télégramme de Tran Van Giau adressé à tous les chefs de province, leur demandant de l'intercepter et de l'arrêter. Après son arrestation, le comité avait rendu compte

à Saigon et demandé de nouvelles instructions. La réponse avait été qu'il fallait immédiatement l'exécuter. Devant le peloton, Thâu harangua les miliciens. Il parla si bien et si justement qu'ils abaissèrent leurs fusils, plusieurs pleuraient, personne ne tira. Thâu fut ramené dans sa cellule. A nouveau, on télégraphia à Saigon pour rendre compte et demander de nouvelles instructions, craignant une exécution par erreur. Une nouvelle fois le scénario se renouvela : Thâu haranguait les gens, faisait appel à leur conscience et personne n'osait tirer. (...)

« Aujourd'hui, il va sûrement mourir ! » pensaient mes compagnons ainsi que le milicien qui ajouta : « On vient de recevoir un télégramme de Ho Chi Minh, accusant le comité de n'avoir pas obéi aux ordres supérieurs ».

J'étais complètement hébété et m'effondrai par terre, dans un silence terrible, attendant les détonations fatales.

Tout à coup j'entendis le milicien crier : « Ca alors ! Voilà Ta Thu Thâu qui revient ! »

Tout le monde se mit à parler en même temps. Effectivement, Ta Thu Thâu revenait. Le cortège déboucha de derrière la haie et se dirigea vers l'entrée de la prison. Mes yeux s'embauchèrent de larmes de joie lorsque je distinguai l'homme en blanc qui semblait marcher d'un pas plus assuré que les autres et je devinai un sourire de défi sur ses lèvres. Mais ma joie fut de courte durée. Le cortège venait d'atteindre l'enclos du camp. Soudain un jeune homme, d'environ 17-18 ans, se tenant près de l'entrée, vêtu de brun avec des rayures blanches, ressemblant à un lycéen, se jeta sur Ta thu Thâu. Il le poignarda avec un couteau tiré de sa ceinture en hurlant : « Sale réactionnaire ! Sale traître ! » Puis il lui asséna un grand coup de pied dans le ventre qui le fit tomber par terre et continua à le frapper. Tout cela se passa très rapidement (cela semble plus long quand on le raconte). D'autre part cette scène terrible se déroulait assez loin de la place où je me trouvais et mes yeux emplis de larmes ne me permettaient pas de distin-

guer les choses. Je me souviens bien d'une ombre blanche qui se débattait dans une grande flaque de sang, au milieu d'un groupe qui l'entourait et d'où émergeait la voix sifflante du jeune homme au couteau : « Vous êtes des lâches, camarades, vous n'osez même pas tuer un traître ! »

Des années se sont écoulées depuis ce jour mais je n'ai pu oublier cette ombre blanche ni cette voix.

En écrivant cet article, je ne fais que remplir mon devoir envers Ta Thu Thâu. Bien que je ne partage pas ses idées politiques, je l'ai toujours admiré pour son esprit de sacrifice et sa grandeur d'âme. Quant aux misérables qui, pour les intérêts du parti, l'ont assassiné ainsi que d'autres malheureux, une fois la paix revenue au Viet nam, ils devront répondre de leurs crimes devant le tribunal de l'Histoire. C'est alors que le peuple vietnamien vengera Ta Thu Thâu.



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration : PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61 E-Mail : inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

# Index de l'année 1995

## Inprecor n° 387 à 397

<b>Afrique du Sud</b>					
Au gouvernement mais pas au pouvoir <i>Mark HARPER</i>	392	juin	« La bestialité réunie en troupe » <i>Entretien avec Laura BONAPARTE</i>	391	mai
Un déplacement à opérer <i>Entretien avec Jeremy CRONIN</i>	392	juin	<b>Belgique</b>		
Le déclin du mouvement syndical noir <i>DARCY</i>	392	juin	Les autres voix de la planète	388	février
Les premières contradictions du pouvoir <i>Peter BLUMER</i>	392	juin	Instable instabilité	392	juin
Les rendez-vous manqués de la classe ouvrière <i>Pierre BEAUDET</i>	396	novembre	<i>Alain TONDEUR</i>		
<b>Algérie</b>			<b>Bosnie-Herzegovine</b>		
Les femmes refuent la résignation <i>Samira FELLAH</i>	389	mars	1995 : Quels dénouements <i>Catherine SAMARY</i>	389	mars
Nabila Djahnine assassinée <i>DOCUMENTS de l'AEF et du PST</i>	389	mars	Contre le partage ethnique <i>Secrétariat unifié de la QI</i>	390	avril
Un 8 mars en hommage à Nabila <i>Entretien avec Jélila (AEF)</i>	389	mars	La croisée des chemins ? <i>Catherine SAMARY</i>	393	juillet
Pour un front social ! <i>Entretien avec Néjib ABDYOU</i>	389	mars	De la crise à l'éclatement <i>CHRONOLOGIE</i>	395	octobre
Rétablir la vérité ! <i>Entretien avec Redouane OSMAN</i>	390	avril	Bosnie-Herzégovine une et divisée <i>Catherine SAMARY</i>	395	octobre
<b>Allemagne</b>			Cynisme des grandes puissances <i>Catherine SAMARY</i>	395	octobre
Le PDS en transformation <i>Angela KLEIN</i>	388	février	Halte à l'intervention impérialiste <i>Livio MAITAN</i>	395	octobre
35 heures avec gain de salaires ! <i>Correspondance</i>	390	avril	Un convoi pour Tuzla <i>Entretien avec A. COUPE et D. DUCLOIS (SUD-PTT)</i>	395	octobre
<b>Amérique latine</b>			<b>Brésil</b>		
La lutte contre l'impunité continue <i>Ernesto HERRARA</i>	391	mai	Déclaration sur le Chiapas <i>Parti des travailleurs</i>	389	mars
Reconstruisons l'espérance <i>Foro de Sao Paulo</i>	393	juillet	Tirer les leçons <i>Parti des Travailleurs</i>	393	juillet
Quel avenir pour le Forum <i>Braulio MORO</i>	393	juillet	Le X <sup>e</sup> congrès du PT <i>Correspondance</i>	395	octobre
La fin du conflit et la transition à la démocratie <i>FMLN du Salvador</i>	393	juillet	<b>Chine</b>		
Pas de démocratie sans souveraineté <i>Parti Communiste Cubain</i>	393	juillet	La fin de l'ère Deng Xiaping <i>Roland LEW</i>	387	janvier
Tirer les leçons <i>Parti des travailleurs du Brésil</i>	393	juillet	<b>Cinéma</b>		
<b>Argentine</b>			<i>TIERRA Y LIBERTAD :</i>		
La lutte contre l'impunité continue <i>Ernesto HERRARA</i>	391	mai	Un regard radicalement solidaire <i>Miguel ROMERO</i>	395	octobre
			Interview de Ken Loach <i>DOCUMENT</i>	395	octobre
			<b>Cuba</b>		
			Rencontre internationale de solidarité	387	janvier
			Un tourant dans les relations cubano-américaines <i>Janette HABEL</i>	393	juillet

Pas de démocratie sans souveraineté 393 juillet  
*Parti Communiste de Cuba*

### Danemark

La riposte des victimes de la privatisation 392 juin  
*Finn KJELLER*

### Dette

Les autres voix de la planète 388 février  
*Correspondance*

Déclaration du CADTM 390 avril  
*DOCUMENT*

Appel Mondial : Banque Mondiale, FMI, OMC, ça suffit 397 décembre  
*Correspondance*

### Economie

Une reprise superficielle 391 mai  
*Maxime DURAND*

Des perspectives incertaines 391 mai  
*Jesus ALBARRACIN*

Etats-Unis — Une nouvelle onde longue d'expansion ? 391 mai

*Mary C. MALLOY*

Italie — Le pays des contradictions 391 mai  
*Gianni RIGACCI*

France — La reprise pour les riches 391 mai  
*Maxime DURAND*

Les clauses sociales : les enjeux du débat 397 décembre  
*Maxime DURAND*

Clauses sociales : Quel type de solidarité ? 397 décembre  
*Anke HINTJENS*

Clauses sociales et environnementales 397 décembre  
*Luis Miguel SANCHEZ SESENA*

Les clauses sociales en question ! 397 décembre  
*Denis HORMAN*

### Equateur

Leçons de guerre 392 juin  
*Carlos ROJAS REYES*

### Etat espagnol

Izquierda Unida : Un consensus fragile 388 février  
*Jaime PASTOR*

Corruption et crime d'Etat 390 avril  
*Joxe IRIATE « BIKILA »*

*Tierra y libertad* : Un regard radicalement solidaire 395 octobre  
*Miguel ROMERO*

### Etat d'Israël

Après l'assassinat de Rabin 397 décembre  
*Michel WARSCHAWSKI*

### Etats-Unis

Une épidémie de sauterelles intégristes 389 mars  
*Julie R. ENSZER*

My name is Gringrich and I'm Frankenstein 390 avril  
*G. BUSTER*

« Le contrat avec l'Amérique » du Parti républicain 390 avril

*DOCUMENT*

## Les dossiers de l'année

<b>Mexique</b> : L'EZLN et le PRI	387	janvier
<b>Europe</b> : des PC dans la refondation	388	février
<b>Femmes</b> et intégrismes	389	mars
<b>USA</b> : Rêve-cauchemar américain	390	avril
<b>Economie</b> :		
Le capital malade du libéralisme	391	mai
<b>Afrique du Sud</b> : un an après	392	juin
<b>Amérique Latine</b> : Quel avenir pour le Foro de São Paulo	393	juillet
Ernest Mandel 1923-1995	394	septembre
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	395	octobre
<b>Femmes</b> : la Conférence de Pékin	396	novembre
<b>Economie</b> : Les clauses sociales	397	décembre

Le combat pour les droits des immigrants continue 390 avril  
*Evelyn SELL*

Justice sociale et écologie 390 avril  
*Patrick CALIGARI*

Une longue onde d'expansion ? 391 mai  
*Mary C. MALLOY*

La conférence de Labor notes 392 juin  
*Correspondance*

Un tournant dans les relations cubano-américaines 393 juillet  
*Janette HABEL*

La marche sur Washington 396 novembre  
*Joe AUCIELLO*

Le facteur Farrakhan 396 novembre  
*Ron DANIELS*

### Europe

Des PC en mutation 388 février  
*François VERCAMMEN*

Schengen, un pas vers l'Europe forteresse 391 mai  
*Albert ROCHAL*

Les enjeux d'une crise « post-nucléaire » 394 septembre  
*Jean Louis MICHEL*

### Europe de l'Est

La « transition » dans tous ses états 388 février  
*Catherine SAMARY*

### Femmes

Vieux frères, vieux ennemis 389 mars  
*Nawal EL SAADAWI et Shérif HETATA*

Algérie : Les femmes refusent la résignation 389 mars  
*Samira FELLAH*

Algérie : Nabila Djahnine assassinée 389 mars  
*DECLARATIONS de l'Association pour l'émancipation de la femme et du PST*

Un 8 mars en hommage à Nabila 389 mars  
*Entretien avec Jélila (AEF)*

France : L'intégrisme islamiste, une menace mortelle pour les femmes 389 mars

*Souad B.*

Une épidémie de sauterelles intégristes	389	mars
<i>Julie R. ENSZER</i>		
France : Femmes, enjeux d'une reconquête	389	mars
<i>Arnaldo CASTELLERAS</i>		
ONU : Un consensus satisfaisant	396	novembre
<i>Sophie MASSOURI</i>		
Déclaration des ONG à Pékin	396	novembre
<i>DOCUMENT</i>		
Déclaration de principes de l'ONU	396	novembre
<i>DOCUMENT</i>		
La Banque mondiale dénie les droits des femmes	396	novembre
<i>Michel CHOSSUDOVSKY</i>		
Les ONG et l'ONU à Pékin	396	novembre
<b>France</b>		
Ça bouge dans les télécommunications	387	janvier
<i>C. MATHIEU</i>		
Crise et incertitudes	387	janvier
<i>Christian PICQUET</i>		
Mosaïque syndicale	389	mars
<i>Dominique MEZZI</i>		
L'intégrisme islamiste, une menace mortelle pour les femmes	389	mars
<i>Souad B.</i>		
Femmes, enjeux d'une reconquête	389	mars
<i>Arnaldo CASTELLERAS</i>		
Le PS et la présidentielle	390	avril
<i>Jacques KERGOAT</i>		
La reprise seulement pour les riches	391	mai
<i>Maxime DURAND</i>		
CFDT : le réformisme sans réformes en crise	391	mai
<i>Julien DARTHEZ</i>		
Polarisation sur fond de crise	391	mai
<i>Entretien avec Alain KRIVINE</i>		
La crise ouverte du régime	392	juin
<i>Christian PICQUET</i>		
La France à l'ombre de l'extrême droite ?	392	juin
<i>Arnaldo CASTELLERAS</i>		
Contre la reprise des essais nucléaires	393	juillet
L'élan de la grève générale	396	novembre
<i>Evariste LIEGENFAL</i>		
<b>Grande-Bretagne</b>		
Vers la « clintonisation » du Labour ?	388	février
<i>Roland WOOD</i>		
<b>Grèce</b>		
Les fruits très amers de l'explosion nationaliste	395	octobre
<i>Georges MITRALIAS</i>		
<b>Haïti</b>		
Commission d'enquête en Haïti	387	janvier
L'armée haïtienne réduite à 1 500 soldats	388	février
Vers un tournant dans la guerre ?	389	mars
<i>Arthur MAHON</i>		
Clinton insiste	392	juin
La montée des tensions	396	novembre
<i>Arthur MAHON</i>		
Semaines d'incertitude	397	décembre
<i>Arthur MAHON</i>		

<b>Italie</b>		
Un miroir pour l'Europe ?	388	février
<i>Livio MAITAN</i>		
PRC : Débats anciens et nouveaux	388	février
<i>Livio MAITAN</i>		
Le pays des contradictions	391	mai
<i>Gianni RIGACCI</i>		
<b>Livres</b>		
Survol de l'œuvre d'Ernest Mandel	394	septembre
<i>La discordance des temps</i> de D. Bensaid	395	octobre
<i>Le passé d'une illusion</i> de F. Furet	395	octobre
<i>Le débat interdit</i> de J.-P. Fitoussi	396	novembre
<i>Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat</i> de R. Castle	396	novembre
<i>Marx l'intempêtif et La discordance des temps</i> de D. Bensaid	397	décembre
<b>Maroc</b>		
« La voie démocratique »	396	novembre
<i>Entretien avec E. ABDALLAH et Ch. ABDELMOUMENE</i>		
<b>Marxisme</b>		
Survol de l'œuvre d'Ernest Mandel	394	septembre
<i>Salah Jaber</i>		
L'année Engels	396	novembre
<i>Salah Jaber</i>		
Marx International	396	novembre
<i>Francis Sitel</i>		
Marx « inactuel » et toujours présent	397	décembre
<i>Enzo TRAVERSO</i>		
<b>Mexique</b>		
La guerre latente	387	janvier
<i>Alfonso MORO</i>		
Nouvelle relation entre les peuples indiens et la société	387	janvier
<i>DOCUMENT</i>		
Les armes ne sont pas négociables	387	janvier
<i>Entretien avec le sous-commandant MARCOS</i>		
Vers un deuxième plan de San Luis	387	janvier
<i>PRT (SMQI)</i>		
Dernier étage, rez-de-chaussée ...	387	janvier
<i>Sous-commandant MARCOS</i>		
Le mouvement démocratique	388	février
<i>Ulises MARTINEZ FLORES</i>		
Zedillo, démission !	389	mars
<i>Rosario IBARRA DE PIEDRA</i>		
La sale guerre de Zedillo	389	mars
<i>Ulises MARTINEZ FLORES</i>		
Déclaration sur le Chiapas	389	mars
<i>Parti des travailleurs du Brésil</i>		
Zedillo, c'est la guerre !	390	avril
<i>Entretien avec Rosario IBARRA DE PIEDRA</i>		
Vers un tournant dans la guerre ?	391	mai
<i>Ulises MARTINEZ FLORES</i>		
Les négociations de San Andres	392	juin
<i>Ulises MARTINEZ FLORES</i>		
Pourquoi la consultation	393	juillet
<i>EZLN</i>		
La gauche latino-américaine et l'EZLN	393	juillet
<i>Entretien avec J. MARENALES, A. PRIETO et R. PONT</i>		

Treize valeurs humaines et un espoir <i>Rosario IBARRA</i>	394	septembre	<b>Russie</b> Manifestation anti-guerre à Moscou <i>Renfrey CLARKE</i>	388	février
La consultation zapatiste <i>Ulises MARTINEZ FLORES</i>	395	octobre	Tchéchénie : La sale guerre de Eltsine <i>A. BOUZGAZLINE et A. KOLGANOV</i>	388	février
Les ravages du néolibéralisme <i>Entretien avec le sous commandant Marcos</i>	397	décembre	Tchéchénie : L'empire de retour ? <i>Poul FUNDER LARSEN</i>	389	mars
<b>ONU</b>			Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes de Tchétchénie <i>SU de la Quatrième Internationale</i>	390	avril
L'ONU un instrument des Etats-Unis ? <i>Gilbert ACHCAR</i>	392	juin	Quelle stabilité ? <i>Paul FUNDER LARSEN</i>	395	octobre
La position cubaine sur l'ONU <i>Luis SUAREZ</i>	392	juin	<b>Salvador</b> Le FMLN nouveau est arrivé <i>Entretien avec Mario A. MIJANGO</i>	390	avril
IV <sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes <i>DOSSIER</i>	396	novembre	La fin du conflit et la transition à la démocratie <i>FMLN</i>	393	juillet
<b>Palestine</b>			<b>Sénégal</b> « Ensemble pour changer le Sénégal » <i>Entretien avec Badara N'DIAYE</i>	388	février
Etats des lieux <i>Entretien avec Tikva HONG-PARNASS</i>	393	juillet	Balayer le régime ! <i>Entretien avec Landing SAVANE</i>	393	juillet
Sous l'autorité palestinienne ! <i>Walid SALEM</i>	395	octobre	Casamance : la dérive militaire <i>Badara N'DIAYE</i>	393	juillet
<b>Pologne</b>			<b>Sri Lanka</b> Résistance ouvrière <i>Vickrambahu KARUNARATNE</i>	391	mai
Les enjeux de la présidentielle <i>Zbigniew KOWALEWSKI</i>	396	novembre	<b>Tchéchénie</b> La sale guerre de Eltsine <i>A. BOUZGALINE et A. KOLGANOV</i>	388	février
<b>Polynésie</b>			L'empire de retour ? <i>Poul FUNDER LARSEN</i>	389	mars
Tahiti : Sous la plage les pavés <i>Laurent DUROSE</i>	395	octobre	Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes de Tchétchénie <i>SU de la Quatrième Internationale</i>	390	avril
<b>Portugal</b>			<b>Tunisie</b> L'échec d'une visite <i>Correspondance</i>	393	juillet
Un PC à part <i>Fransisco LOUÇA</i>	388	février	<b>Turquie</b> Un an sous municipalités islamistes <i>Erdal TAN</i>	393	juillet
Victoire du PS <i>Entretien avec Fransisco LOUÇA</i>	396	novembre	<b>Viet-nam</b> La nouvelle guerre <i>Michel CHOSSUDOVSKY</i>	387	janvier
<b>Quatrième internationale</b>			Viet-nam 1995 <i>Entretien avec Thuân</i>	397	décembre
Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes de Tchétchénie <i>SU de la Quatrième Internationale</i>	390	avril	J'ai vu mourir Ta Thu Thau <i>DOCUMENT</i>	397	décembre
XIV <sup>e</sup> congrès : un congrès de mutation Ernest MANDEL : 1923-1995 <i>François VERCAMMEN</i>	393 394	juillet septembre	<b>Uruguay</b> Triple match nul ! <i>Gustavo VASQUEZ</i>	387	janvier
Centre d'Etudes Ernest MANDEL <i>APPEL</i>	394	septembre	La lutte contre l'impunité continue <i>Ernesto HERRERA</i>	391	mai
Survivance d'une œuvre considérable <i>Salah JABER</i>	394	septembre			
E. Mandel vu par la presse mondiale <i>Dossier de presse</i>	394	septembre			
Quelle alternative ? <i>Entretien avec Ernest MANDEL</i>	394	septembre			
XII <sup>e</sup> camp international de la jeunesse <i>Correspondance</i>	394	septembre			
Hommage à Ernest Mandel	396	novembre			
<b>Quebec</b>					
La crise nordique de l'ALENA <i>Michel LAFITTE</i>	391	mai			
La naissance du PDS-Q <i>Michel LAFITTE</i>	391	mai			
Le retour des deux solitudes <i>Michel LAFITTE</i>	397	décembre			

**Haiti**

# Semaines d'incertitude

L'administration Clinton n'a guère apprécié qu'Haiti suspende ses négociations avec le FMI. Depuis la démission du Premier ministre Smarck Michel, le 16 octobre, elle multiplie les pressions sur Haiti. Le président Aristide y répond à sa manière.

Par Arthur Mahon

## FIN OCTOBRE, ON ANNONÇAIT

que l'USAID bloquait le déboursement de 4,5 millions de dollars destinés à soutenir la balance des paiements. Le 9 novembre, le Département d'État confirmait cette décision, en expliquant qu'Haiti n'avait pas rempli tous les engagements pris par Aristide avant son retour d'exil, notamment dans le domaine des privatisations.

La date choisie pour cette annonce officielle peut sembler maladroite. En effet, deux jours plus tôt, le 7 novembre, la voiture de deux parlementaires de la Plate-forme Lavalas avait été criblée de balles à Port-au-Prince. L'un d'eux, Jean-Hubert Feuillé, est mort sur le coup. Il ne fait aujourd'hui plus de doute qu'il s'est agi d'un crime politique. La victime était un cousin et un ancien membre de la sécurité du président. Cet assassinat est venu rappeler que, malgré le démantèlement de l'armée, les anciens militaires et les réseaux duvaliéristes (sans doute toujours liés à des services américains) restent actifs et menaçants. Dans les heures qui suivirent, le domicile de plusieurs anciens hauts-officiers était perquisitionné. L'ex-dictateur, Prosper Avril, s'est réfugié à l'ambassade de Colombie avant l'arrivée de la police. Les États-Unis avaient-ils livré les informations qu'ils possédaient sur les attentats préparés par Avril, comme on le prétend à Washington ? A Port-au-Prince, on affirme que non.

## LORS D'UNE INTERVENTION

à la radio, et surtout dans un discours véhément prononcé le 11 novembre aux funérailles de Jean-Hubert Feuillé, Jean-Bertrand Aristide a affirmé que cet assassinat avait pu se produire parce qu'il n'y avait pas eu de campagne

générale de désarmement. Il y a un an, les forces armées nord-américaines avaient refusé à Aristide de se livrer à cette opération. Des dizaines, voire des centaines de milliers d'armes, sont encore cachées à travers tout le pays. Le président haïtien a donc annoncé que le gouvernement ordonnait à la police et aux forces de l'ONU d'effectuer un « désarmement total, général, capital, légal ». Dans son discours du 11 novembre, il a clairement désigné les responsabilités de la « communauté internationale ». Il est allé jusqu'à dire : « pour que la paix règne il ne doit pas y avoir de complices ». Il a déclaré, sans le nommer, à l'égard de Bill Clinton : « Le mois de novembre 1995 devra être un mois de paix, de succès, pour que le mois de novembre 1996 soit un succès aux États-Unis ». Jean-Bertrand Aristide a menacé d'expulser les étrangers qui s'opposeraient au désarmement. La population a été appelée à participer à cette campagne aux côtés des policiers, qu'elle doit encourager à « monter également dans les quartiers où il y a de belles maisons », car « le jeu de l'hypocrisie est terminé, trop de sang coule ».

## A LA SUITE DE CE DISCOURS ENFLAMMÉ,

à Port-au-Prince puis dans quelques villes de province, des jeunes ont dressé des barrages pour fouiller les véhicules ou sont partis à la recherche d'armes chez des particuliers (et même dans la cathédrale du Cap Haïtien). Des maisons ont été incendiées. Ces actions se sont arrêtées après qu'Aristide ait dénoncé les risques de provocation et que le premier ministre, Claudette Werleigh, ait appelé la population à ne pas se substituer à la police. Ces événements ont fait sept morts et plusieurs blessés. Plutôt que de

participer au désarmement, les forces de l'ONU ont tiré sur la foule dans la ville des Gonaïves, selon une organisation catholique. Ailleurs, elle a menacé les manifestants. Mais, en dépit de ses fortes paroles du 11 novembre, Aristide n'a rien dit sur ces exactions, et le désarmement s'est réduit à peu de choses.

## DEPUIS, ARISTIDE A SAISI

une autre occasion pour modifier le rapport de forces avec la « communauté internationale » et montrer que, comme il l'avait dit le 11 novembre, « il n'y a qu'un seul chef d'État en Haïti ». A trois semaines de l'élection présidentielle, annoncée pour le 17 décembre, une conférence dite de « dialogue national », organisée par la présidence, a demandé l'annulation du scrutin, a demandé d'Aristide soit prolongé des trois ans passés en exil. Le président haïtien a semé l'effroi dans les chancelleries occidentales en laissant entendre qu'il pourrait bien répondre positivement à cette demande. Au bout de quelques jours, il a cependant donné l'assurance que l'élection aura lieu, et qu'il quittera le palais national le 7 février comme prévu. Il a montré qu'il sait être « raisonnable », mais aussi qu'il aurait les moyens de ne pas l'être. Et, que cela leur plaise ou non, les États-Unis devront accepter que son remplaçant soit René Préval, un intime d'Aristide, qu'il avait choisi comme premier ministre en 1990. « Chers amis de la communauté internationale, je sais que vous avez besoin de moi comme moi j'ai besoin de vous », avait-il affirmé dans son discours du 11 novembre.

★